

Une communauté suburbaine d'autrefois : essai d'histoire de Salins, des origines à la fin de l'Ancien Régime

par
Antoine LUGON

Le présent travail se fixe pour but de rassembler et de mettre à la disposition du public les matériaux d'une histoire de Salins. Il s'agit moins de retracer l'histoire d'une commune que celle d'un petit groupe vivant qui finit, presque insensiblement, par devenir une entité politique. Des textes publiés et des documents inédits encore ensevelis dans les fonds d'archives, je voudrais tirer une vue aussi vraie et aussi complète que possible de ce que fut, au ras du quotidien, la vie des gens qui ont, au cours des siècles, peuplé ce lieu. Pour échapper à la myopie qui guette tout auteur de monographie locale, je tenterai, chaque fois que mes documents s'y prêteront, d'engrener sur des problématiques plus générales. L'exercice reste périlleux tant qu'on ne disposera pas de quelques bonnes synthèses régionales. Le lecteur vaudra bien m'excuser si je soulève plus de problèmes que je n'en pourrai résoudre.

Avant de poursuivre, il me reste l'agréable devoir de remercier tous ceux par qui ce travail a été rendu possible. Ma gratitude va à la commune de Salins et à sa Commission bourgeoise, qui m'a, par l'intermédiaire de M. Albert Stalder, engagé à entreprendre cette étude. La Société d'histoire du Valais romand a bien voulu accueillir ce texte dans les *Annales valaisannes*. Que M. Pierre Reichenbach, son dévoué président, en soit ici remercié.

MM. François-Olivier Dubuis, archéologue cantonal, et Pierre Dubuis, maître-assistant à la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne, m'ont apporté de précieuses suggestions et m'ont fait bénéficier de leur vaste expérience de la recherche historique. M. Grégoire Ghika, archiviste cantonal, et ses collaborateurs m'ont facilité la consultation des archives dont ils ont la garde. M. François Lambiel s'est occupé avec un soin tout particulier de l'exécution graphique de l'illustration.

Le cadre topographique

L'histoire modèle les lieux en même temps qu'elle en est tributaire. Quelques considérations générales sur la topographie actuelle de Salins aideront, je l'espère, à mieux pénétrer dans le passé de ce microcosme rural.

Le voyageur qui, venant du Bas-Valais, arrive à Sion, découvre à main droite, sitôt franchie l'échancrure du val de Nendaz, une pente à la végétation dense d'où émergent quelques groupes clairsemés d'habitations. C'est le flanc septentrional du cône de Thyon, qui culmine à quelque 2300 m et s'étale en pente régulière jusqu'à la plaine. La petite commune de Salins occupe la partie centrale de ce cône. Limitée au nord par le cours du Rhône (à environ 490 m d'altitude) elle s'étend sur la pente en direction du sud, jusqu'à l'altitude de 1475 m environ. Elle confine à l'ouest avec les communes de Nendaz et Veysonnaz, et à l'est avec celles des Agettes et de Sion.

Son altitude moyenne et son relief peu accidenté donnent à Salins un pourcentage élevé de sol productif. Sur les 416 ha que compte la commune, on en dénombre 388 d'utiles (soit 93 %), que se partagent les arbres fruitiers et quelques vignes dans la partie inférieure, les pâturages et la forêt dans la partie supérieure.

L'habitat se répartit en plusieurs hameaux et lieux-dits que reliait autrefois un réseau de chemins dont quelques-uns sont encore en usage et d'autres complètement effacés par la création des routes modernes. Tout en haut (vers 920 m environ) le Salêdo, Pra-Durand et Salins-Village (centre historique de la commune) et Misériez ; plus bas le Fiô, Pramin et Pravidondaz (vers 800 m environ), plus bas encore, sur un replat qui domine le Rhône, Arvilard, la Courta, le Saillen, Turin, et, plus à l'est, le Parfay ; enfin, au bas des rochers, les Fermes du Rhône, un peu à l'écart du reste du territoire.

Les cours d'eau de Salins doivent plus à la main de l'homme qu'à la volonté du Créateur. Seuls en effet trois « bisses », étagés des vergers du coteau aux forêts des mayens, traversent le territoire d'ouest en est et alimentent encore en partie les torrents de décharge et les ramifications secondaires d'un réseau d'irrigation.

Demeurée longtemps une commune essentiellement agricole, Salins est en passe de devenir, à l'instar des autres communes du bassin sédunois (Savièse, Grimisuat) une banlieue résidentielle de la capitale. Qu'il nous soit permis ici de souhaiter qu'elle sache conserver néanmoins son caractère propre et son charme discret.

D'obscures origines

Comme nombre d'autres communes valaisannes, Salins n'offre sur ses lointaines origines qu'une documentation assez mince. Ni la préhistoire, ni la protohistoire, ni le haut Moyen Age n'ont laissé ici d'indices susceptibles de nous éclairer¹. Cela est-il dû à une absence totale de documents ou au seul hasard des découvertes archéologiques ? J'opterais volontiers pour cette

¹ M.-R. SAUTER, « Préhistoire du Valais, des origines aux temps mérovingiens », dans *Vallesia*, t. V, 1950 (suppléments dans *Vallesia*, t. X, 1955, et t. XV, 1960), ne mentionne aucune trouvaille archéologique sur le territoire de Salins.

dernière raison. Il est difficile en effet de concevoir qu'un site aussi avantageux, à l'abri des fantaisies du Rhône et des chaleurs excessives, n'ait pas connu une occupation humaine fort ancienne. S'il ne nous déplaît pas d'imaginer des hommes établis depuis très longtemps sur cet agréable coteau, il convient cependant de laisser là le rêve, et, retournant à la réalité, de tirer un parti aussi honorable que possible de notre maigre documentation.

Le seul document qui nous reste des origines est évidemment le nom même du lieu, dont on peut sans risque admettre qu'il a dû naître bien des siècles avant d'apparaître dans les textes qui nous sont parvenus. Un rôle des possessions et revenus du Chapitre de Sion, antérieur à l'an 1052, mentionne, après Bramois et Vex, les lieux de *Taurino* (Turin) et *Salienc*, que l'abbé Gremaud identifiait avec Saillon². L'ordre topographique adopté par ce document rend très peu vraisemblable qu'il puisse s'agir de Saillon ; ce lieu est d'ailleurs affecté dans un texte presque contemporain, d'une graphie très différente (*castellum Psallionis*)³. S'il ne s'agit évidemment pas de Saillon, il reste cependant téméraire d'identifier ce *Salienc* du XI^e siècle avec l'actuel village de Salins. Il pourrait tout aussi bien s'agir du lieu-dit le *Sailen*, plus proche géographiquement de Turin que de Salins.

Quant à l'interprétation du toponyme, elle demeure elle aussi problématique. Faut-il partager l'opinion de Jaccard, qui aurait voulu que Salins signifiât «chez les descendants de *Salo* ou *Sallo*, nom propre germain»⁴? L'idée que Salins serait un de ces noms d'origine germanique, comparable à la chaîne des toponymes en *-ingen* de la vallée de Conches ou à celle des noms romans en *-ens* en pays vaudois ou fribourgeois, si elle trouve un semblant de confirmation dans le fait que la variante *Salens* est très fréquente dans les textes depuis le XIV^e siècle, ne semble pas devoir être admise. Il serait pour le moins curieux que de Brigue à Saint-Gingolph, Salins soit le seul toponyme dérivant ainsi d'un nom de famille germain. *Testis unus, testis nullus* ! Faut-il plutôt apparenter le nom de notre village avec l'idée de sel (du latin *sal*, *-is*) comme n'hésitait pas à le faire Solandieu⁵? Cette deuxième hypothèse, qui vient tout naturellement à l'esprit, est tout aussi discutable. Rien, à ma connaissance, n'atteste en effet la présence d'une saline à Salins. Le nom du lieu-dit *Salèdo*, guère éloigné du village proprement dit de Salins, semble cependant en relation avec l'idée de sel⁶. Quelques concrétions salines repérées par le bétail auraient-elles contribué à nommer le lieu? On n'ose guère trancher. Un toponymiste averti trouverait peut-être son profit à mettre

² J. GREMAUD, « Chartes Sédunoises », dans *Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, t. XVIII, Lausanne 1863, pp. 255-293 (cité GREMAUD, Chartes, n^o), n^o 8.

³ GREMAUD, Chartes, n^o 4.

⁴ JACCARD, « Essai de toponymie romande », dans *Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, t. VII, 2^e série, Lausanne 1906, p. 412.

⁵ A. DURUZ (pseudonyme : SOLANDIEU), « Croquis villageois », dans *Courrier de Genève*, 18 août 1931 ; repris par *Bulletin paroissial de Salins* (s. d., vers 1964).

⁶ J. GUËX, *La montagne et ses noms ; étude de toponymie alpine*, Lausanne 1946, p. 138 (s. v. *Chalido*).

en relation le nom de Salins avec celui de *Saillen*, que l'on retrouve en deux endroits du territoire communal (l'un près de Turin, encore connu et habité, et l'autre près de Tsanzaffrey, aux confins avec les Agettes).

Le domaine épiscopal

Salins n'entre de manière certaine dans l'histoire au sens traditionnel (relation de faits fondée sur des sources écrites) qu'en 1227. A cette date, la dîme de Salins, tenue en fief par Jean de la Tour, est assignée par Pierre de la Tour en garantie d'une rente en seigle et en orge que ce dernier vend au Chapitre de Sion⁷. Un peu plus tard (vers 1250) une liste des cens et revenus du Chapitre mentionne, à Salins (*apud Saleyn*), « Guillaume, gendre d'Anselme de Salins, „un fichelin de seigle par année”, puis „Bunez de Salenz”, un fichelin d'orge par année sur deux „rasses” qui se trouvent au-dessus de la forêt de l'évêque et en dessous des maisons de Salins, à savoir sous la maison de Marie »⁸. Outre la place importante que tenait, à Salins comme ailleurs, la culture des céréales (qui a inspiré l'auteur moderne de l'armoirie de la commune)⁹, ce texte montre à quel lieu précis s'appliquait, au milieu du XIII^e siècle, le nom de Salins (aux multiples variantes contemporaines) : il s'agit du village seul (l'actuel Salins-Village), situé en amont de la forêt qui a gardé jusqu'à nos jours son nom de « forêt de l'évêque ».

Vers la même époque, sous l'épiscopat d'Henri I^{er} de Rarogne, les habitants de Salins ont à souffrir, comme les autres « frontaliers », des incursions des sujets de la maison de Savoie. Une liste des griefs formulés par l'évêque contre le comte Pierre nous apprend qu'entre autres méfaits, les gens de Brignon, sujets du comte, ont enlevé du bétail à ceux de Salins, d'Arvilard et de Misériez, les ont rançonnés plusieurs fois et sont allés jusqu'à écorcher et manger une partie des bêtes volées. On ajoute qu'ils molestent quotidiennement les gens de Salins en leur enlevant du bétail ou des hommes¹⁰. Faute de document analogue émanant de la partie adverse, on ne sait pas dans quelle mesure nos gens ont riposté à ces attaques ou les ont parfois prévenues, en se livrant eux aussi à quelques razzias en territoire ennemi¹¹. Lors de l'arrangement intervenu en 1260 entre l'évêque de Sion et Pierre de Savoie, qui définit les zones d'influence respectives des antagonistes, Salins se trouve à la limite ouest des possessions relevant de l'évêque sur la rive gauche du Rhône. C'est,

⁷ J. GREMAUD, « Documents relatifs à l'histoire du Vallais », dans *Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, t. XXIX-XXXIII et XXXVII-XXXIX, Lausanne 1875-1884 et 1893-1898 (cité GREMAUD, Doc. n°), n° 344.

⁸ GREMAUD, Doc. n° 536.

⁹ *Armorial Valaisan*, Zurich 1946, p. 229, qui renvoie au *Walliser Jahrbuch* 1935.

¹⁰ GREMAUD, Chartes, n° 57.

¹¹ Voir par exemple GREMAUD, Doc. n° 2371, où l'on voit les sujets de l'évêque causant des dommages sur les terres de Savoie (Nendaz et Hérémece). Il est probable que de semblables actions de razzias ou de représailles avaient eu lieu aussi au milieu du XIII^e siècle.

en effet, une ligne qui va « du sommet du mont de Thyon qui domine Sion, jusqu'à Corbassière » qui délimite les territoires des deux parties¹². Cette ligne doit aussi coïncider alors avec la limite qui existe entre Misériez (du ressort de l'évêque) et Baar (de celui du comte). Sur ce front ouest, la limite n'a donc, on le constate, guère varié entre 1260 et nos jours. Il est probable que l'acte de 1260 ne fasse ici que confirmer une situation déjà ancienne. Quant au front est, il faut attendre 1461 pour entrevoir sa position¹³.

Dès son apparition dans les textes, Salins semble un domaine de l'Evêché de Sion, probablement inféodé aux nobles de la Tour¹⁴. Il est impossible, ici comme en bien d'autres lieux, de dénouer l'écheveau des liens de dépendance réels (des biens) et personnels (des gens) qu'impliquait alors l'appartenance à une seigneurie. On ne peut plus guère savoir comment se répartissait la terre entre le seigneur et ses tenanciers, ni quels droits s'exerçaient et par qui sur les personnes et sur les biens. La destruction, par l'incendie du 24 mai 1788, des archives de l'Evêché nous a sans doute privés de nombreux documents qui auraient pu nous éclairer. Quelques textes permettent cependant d'entrevoir les charges qui pesaient sur les Salinsards d'alors. Dans la seconde moitié du XIII^e siècle, une liste des gens qui doivent la garde à Tourbillon mentionne plusieurs ressortissants de notre village. Le dimanche, *Viso de Salen* doit assurer un quart de garde et Pierre *Laydesot de Salen* un autre quart ; le lundi, c'est le sautier de Sion et ses « confrères de Turin » qui doivent un tour de garde, ainsi que Jean d'*Alvilar* et ses neveux. Le mercredi enfin, c'est Agnès de *Tourins* et ses « confrères » qui doivent une garde¹⁵. Ces prestations de type militaire sont chose assez fréquente au Moyen Age, le seigneur ne disposant pas toujours de gens d'armes à demeure. Elles interviennent ici à une époque où Tourbillon n'était encore qu'un simple poste d'observation où la ville organisait en cas de danger des tours de garde.

Un témoignage plus direct sur les liens de dépendance des Salinsards à l'égard de leur seigneur, l'évêque de Sion, nous est donné le 30 août 1338 : onze hommes de Salins, agissant en leur nom et pour les autres habitants, prêtent hommage à l'évêque et à sa mense, de qui ils reconnaissent tenir les eaux et les forêts « avec la commune de Sion et ceux de l'autre côté du Rhône ». Ils devront de ce fait 20 sols à la taille de Pâques. En outre, chaque feu (ménage) devra annuellement à l'évêque une botte de foin (*fasciculum feni*). Le texte précise que la botte sera d'une taille telle qu'un homme puisse la porter de Salins à Sion. Nos gens n'avaient donc aucun intérêt à se montrer par trop vigoureux ! Enfin, lorsque les bourgeois de Sion étaient en chevauchée (expédition militaire) pour leur seigneur l'évêque, et ne pouvaient rentrer le soir même, les habitants de Salins avaient, à l'injonction du sautier,

¹² GREMAUD, Doc. n° 668.

¹³ Voir ci-dessous p. 45

¹⁴ C'est du moins l'opinion de l'*Armorial Valaisan*, p. 229 ; il est cependant malaisé de définir avec autant d'exactitude le rôle joué par les la Tour à Salins (voir ci-dessous p. 40).

¹⁵ GREMAUD, Doc. n° 1150.

le devoir d'assurer la garde de la ville jusqu'à leur retour¹⁶. Même si les hommes qui prêtent serment en 1338 ne sont pas qualifiés du terme habituel de « procureurs » ou de « syndics » de la « commune », on a bien affaire ici à la première manifestation textuelle d'une organisation commune.

Ces redevances et corvées dues au seigneur n'étaient cependant pas les seules charges qui pesaient sur les habitants de Salins. Un acte de 1339 par lequel le sautier de Sion prête hommage à l'évêque pour son office, mentionne parmi les droits afférents à cette charge, la « juridiction [...] sur le village et le territoire de Salins »¹⁷. On ne sait pas en quoi consistait exactement la juridiction du sautier à Salins. Y avait-il le même rôle d'officier de basse justice qu'à Sion, où, aux dires des prud'hommes en 1433¹⁸, il est chargé de transmettre au châtelain les « clames » (plaintes) et les « fréveries » (petits délits), en percevant une part des émoluments ? Ses attributions étaient-elles plus étendues à Salins qu'à Sion ? Y jouait-il un rôle comparable à celui joué à Sion par le châtelain ? Autant de questions auxquelles les documents conservés, trop rares et trop peu explicites, ne permettent pas de répondre.

Outre les droits exercés par le sautier de Sion, il faut signaler ceux des feudataires du prince-évêque. Ainsi en 1340 c'est l'« omnimode juridiction » ou le « mère et mixte impère » ou encore la « haute et basse juridiction » dans la paroisse de Vex, aux Agettes et dans tout le territoire de Salins et Thyon, qui font l'objet d'un litige entre le donzel Jean de la Tour, d'une part, et le donzel Jacques de Gessenay, d'autre part. Ce dernier, représentant une « branche » d'un fief tenu en hommage lige par Germain *Alliet* de Loèche, neveu de feu Jean de *Curtinal*, revendiquait ces droits d'omnimode juridiction sur tous les hommes censitaires (*censerios* = assujettis au cens) et feudataires autrefois possédés par les hoirs de feu Jean de *Curtinal*. Les deux parties s'en remettent à l'arbitrage de Pierre de la Tour, seigneur de Châtillon (Niedergesteln), lequel enjoint à Jacques de Gessenay de vendre à Jean de la Tour tous ses droits aux Agettes, à Vex, Salins et Thyon, à charge pour l'acquéreur de faire approuver la mutation par l'évêque, et de fournir à ce dernier, de qui relève le fief, « un faucheur, un faneur et un porteur » chaque année, pour son pré situé près la ville de Sion, ainsi que 7 sols de plait en cas de mort ou de mutation de vassal¹⁹. Il est probable que ces droits de juridiction avaient dû former d'abord un tout attaché à un fief (tenu par un la Tour ou par un de *Curtinal* ?) avant d'être morcelés par des partages successifs. Il n'est pas rare au Moyen Âge que tel noble ou riche bourgeois possède, dans un territoire, le quart des droits de justice, tel autre le huitième des dîmes, tel autre encore le seizième d'une banalité ou d'une corvée. L'arrangement de 1340 constitue une sorte de « remaniement parcellaire » des droits de Jean de la Tour sur ses fiefs à Salins, Agettes et Vex. Quelques mois plus tard, Jean de la Tour

¹⁶ GREMAUD, Doc. n° 1726.

¹⁷ GREMAUD, Doc. n° 1768.

¹⁸ GREMAUD, Doc. n° 2830 (litige entre le châtelain et le sautier de Sion, à propos de leurs droits respectifs).

¹⁹ GREMAUD, Doc. n°s 1801-1802.

assigne en garantie de la dot de sa femme Agnès, fille du donzel François de Bex, tous ses droits à Vex, aux Agettes et à Salins²⁰. S'il est évidemment impossible de savoir quel territoire était régi par ces droits de juridiction, on voit cependant que ceux-ci, au même titre qu'un bien immobilier, pouvaient servir de gage garantissant une dette, être vendus, légués ou aliénés de quelque manière que ce soit (sous la seule réserve de l'approbation par le seigneur du fief).

La communauté locale et ses soucis : élevage et cultures

En même temps que les droits seigneuriaux s'émiettaient en inféodations, partages et aliénations successifs, la communauté des habitants tendait, comme partout, à prendre en main peu à peu l'organisation de la vie quotidienne. Il faut, ici aussi, se garder d'être trop formaliste et de croire qu'il n'y a véritablement une commune qu'au moment où des textes en parlent. On sait assez combien d'institutions existent dans les faits avant d'acquérir une existence juridique pour qu'il soit inutile d'insister. Le serment d'hommage prêté en 1338 par onze habitants *au nom de tous les autres* est à mon sens la première manifestation dans les documents d'un embryon d'organisation commune. Mais il n'est guère douteux qu'elle devait exister dans les faits depuis un certain temps déjà, tant il est naturel qu'un groupe humain délègue quelques compétences à des hommes choisis dans son sein.

Il va de soi que les charges et attributions des premiers « procureurs » ou « syndics » de la commune de Salins (comme des autres communautés rurales) n'étaient guère étendues. Elles n'exigeaient nullement de leurs titulaires la hauteur de vue d'hommes d'Etat, mais prenaient racine dans les humbles nécessités de la vie pratique. Au centre des préoccupations des « autorités » communales du XIV^e et du XV^e siècle, les questions des pâturages et de la défense de leur intégrité, de la sauvegarde des récoltes, des limites du pouvoir de la seigneurie ou des communautés avoisinantes, tiennent une place primordiale. Il s'agit là, c'est presque un truisme que de l'écrire, de problèmes vitaux pour toute communauté rurale. Rien d'étonnant dès lors à ce que la majeure partie des documents qui nous sont parvenus concernent ces questions essentielles.

En 1375, lors du plait général d'octobre, tenu à Sion, par-devant la vidomnesse, ce sont les bourgeois de Sion et les représentants de Salins qui réclament une « viance » (parcours de reconnaissance des limites) des biens communs sur la baronnie de Sion, entre Veysonnaz et Vex. Des représentants des deux communautés sont désignés pour procéder à la viance. On décide d'un commun accord que, du chemin de *Champdavid* en bas, les prés fauchés deux fois l'an (*prata recordata*) seront pâturés chaque année de la Saint-Michel (29 septembre) jusqu'au 15 avril ; le pré dit *Vidonda* pourra être

²⁰ GREMAUD, Doc. n° 1809.

pâturé de la Saint-Barthélemy (24 août) au 1^{er} mai. Pour les prés situés en amont du chemin de *Chandavil*, ils seront pâturés depuis la fête de la nativité de la Vierge (8 septembre) jusqu'au 1^{er} mai, à l'exception des prés de la *Vuaz*, du *Triedoz*, de la *Cresta* et des prés qui relèvent de fiefs de la vidomnesse de Sion²¹. La pratique de la pâture commune sur les tenures particulières rendait nécessaire ce type de réglementation. Il fallait en effet laisser le temps aux tenanciers de pratiquer leurs deux coupes annuelles (là où l'altitude les rendait possibles) et prévoir le temps nécessaire à la repousse du fourrage. Le chemin de Champdavi, qui marque la limite en altitude entre les prés fauchés deux fois l'an et ceux où ne se faisait qu'une coupe, devait se trouver entre Salins-Village et Misériez²². Le pré dit *Vidonda* (très vraisemblablement sur le site de l'actuel *Pravidondaz*), à en juger par la date précoce de sa mise en pâture, n'était, malgré son altitude assez moyenne (env. 765 m) l'objet que d'une coupe de fourrage par an. Les conditions climatiques du XIV^e siècle finissant ne permettaient-elles pas une exploitation plus étendue du fourrage ? N'avait-on pas encore mis en place le réseau d'irrigation, dont on n'a ici de trace documentaire que dans le cours du XV^e siècle ? Il n'est pour le moment pas possible de répondre à ces questions.

La cohabitation entre élevage et cultures fruitières n'allait pas sans poser de sérieux problèmes. En 1377, c'est une petite guerre civile qui oppose les hommes de Turin, d'une part, à ceux de Salins, des Agettes, d'Arvilard et de Veysonnaz, d'autre part. Les gens de Turin se plaignent par devant l'évêque Edouard de Savoie de ce que les habitants de Salins et leurs consorts ont pénétré avec leur bétail dans les vergers de Turin, rompant les clôtures et prétendant avoir le droit d'y faire paître leurs bêtes. L'arrangement qui intervient le 9 octobre prévoit que tous les prés où l'on fait deux récoltes par an (*omnia prata duarum herbarum et in quibus est solitum facere duas herbas quolibet anno*), qu'ils soient à ceux de Turin ou à ceux de Salins et leurs consorts, seront clos perpétuellement, mis à ban et interdits au bétail, sauf les prés de *Pré Sec*, qui seront pâturés en commun. De plus, les chèvres ou cabris pris à paître dans les prés où il y a des arbres fruitiers seront confisqués. Les frottements entre les éleveurs des hauts du territoire et les demi-arboriculteurs du coteau (qui avaient peut-être enclos à leur profit exclusif des tenures auparavant ouvertes à la vaine pâture) n'étaient pas nouveaux. L'arrangement de 1377 rappelle, en effet, une ordonnance édictée déjà à ce propos par l'évêque Henri I^{er} de Rarogne (1243-1271) et confirmée par son successeur Guichard Tavelli (1343-1375), ordonnance qui — précise l'acte — doit demeurer

²¹ GREMAUD, Doc. n° 2201 ; mis à part le pré dit *Vidonda* (= *Pravidondaz*), aucun des noms de pâturages cités dans ce document n'a subsisté jusqu'à nos jours.

²² Je crois possible d'identifier *Champdavi* avec le *Thovez*, soit l'actuel lieu-dit *Touï* : Vers 1441-1445, la liste des contribuables de Salins (voir ci-dessous p. 76) n'indique qu'un seul Georges, dit *dou Thovel*. En 1445 apparaît dans un acte, *Ryedo, gener Georgii de Champ Davys* (Archives de la commune de Veysonnaz, Pg 23). Enfin, un document ultérieur (s. d. XVI^e s.) mentionne les *heredes Ryedini dou Thove* ; Archives du Chapitre de Sion (citées ACS), Th. 11, E n° 23.

rer en vigueur²³. Il est malaisé de trancher entre les deux explications possibles de ces conflits, à savoir un intérêt accru chez les uns pour l'arboriculture, et pour l'élevage chez les autres. Peut-être convient-il d'y voir les signes d'un timide début de « spécialisation » agraire, les uns (en bas, sur le coteau) tentant de donner une plus grande place aux arbres fruitiers, et s'efforçant de fermer à la vaine pâture leurs vergers, tandis que les autres, désireux d'augmenter leur cheptel, auraient vainement lutté pour le maintien de la coutume ? Ce sont là pour l'heure des hypothèses qu'il conviendrait de vérifier par des études à plus grande échelle.

Au cours du XV^e siècle, les problèmes qui se posent à Salins sont toujours de l'ordre des activités pastorales. On a, en 1438, la mention d'un conflit entre Salins et les Agettes. Les gens de Salins, cités à comparaître par-devant le châtelain de Sion, Antoine Venetz, s'en retournaient chez eux lorsqu'ils furent attaqués et roués de coups par ceux des Agettes qui les attendaient outre le pont du Rhône. On ne connaît pas les raisons du litige, ni son contexte, mais il est très probable qu'il devait s'agir de limites des biens des deux communautés ou de droits de pâture. Les hommes des Agettes, condamnés par le châtelain, en appellent à l'évêque, qui confirme la sentence du châtelain et les punit pour cette voie de fait²⁴.

Mais, pour notre petite communauté, le danger ne vient pas seulement d'en haut (Agettes, Veysonnaz ou Nendaz). Il faut aussi se garder des empiétements de ceux d'en bas. Les bourgeois de Sion (qui ne prendront que plus tard le titre pompeux de « Magnifiques Seigneurs Bourgeois de Sion ») menacent également le territoire de Salins. A peine ont-ils conquis quelques privilèges et libertés sur l'évêque leur seigneur, qu'ils cherchent, phénomène bien naturel, à assujettir la poignée de paysans que représente à leurs yeux la petite communauté de Salins. Ces tentatives doivent sans doute s'inscrire dans le mouvement général d'appropriation des campagnes par les bourgeois des villes, qui débute bien avant le XV^e siècle. Dans le cas particulier que représentent les rapports entre Sion et sa proche banlieue, ce n'est que vers le milieu du XV^e siècle que ce phénomène apparaît tout à fait clairement dans les documents. Il serait exagéré cependant d'interpréter ces affrontements en termes de stricte opposition ville-campagne. Les bourgeois de Sion du XV^e siècle ne sont à l'évidence pas de purs citadins ; ils ont tous gardé de très solides attaches avec la terre.

En 1443, les syndics et la communauté de Salins se plaignent auprès de l'évêque Guillaume de Rarogne de ce que les gens de Sion ont, avec leur bétail, envahi leurs prés, enlevé la récolte et causé des déprédations sans nombre. Ils demandent à l'évêque d'y porter remède. Donnant suite, le 5 octobre, à leur requête, Guillaume de Rarogne fait parvenir au curé de Sion un monitoire à publier en chaire, par lequel il est donné aux paroissiens de

²³ GREMAUD, Doc. n° 2244.

²⁴ Archives de la commune de Salins, déposées aux Archives cantonales (citées désormais Ac Salins), Pg 1.

Sion un terme de six jours pour réparer les dommages commis, sous peine d'excommunication. Si cependant quelqu'un s'estime lésé, il lui est accordé un délai pour demander justice par-devant l'évêque. Le 10 octobre, aucune opposition n'est faite à la lecture de ce mandat de l'évêque, sauf par Paul *Fabri*, qui promet cependant par-devant l'évêque de ne pas faire paître ses bêtes jusqu'à droit connu²⁵. Cette objection était-elle assez fondée pour engager l'évêque à reconsidérer sa position ? Le fait est que le 29 octobre, Guillaume de Rarogne a tout à fait changé son fusil d'épaule : il adresse ce jour-là au curé de Sion un nouveau mandat par lequel il reconnaît aux bourgeois de sa ville le droit de pâturer dans les communs de Salins. Les syndics de Sion, ajoute-t-il, ont allégué que les hommes de Salins font usage des prés communs de la ville et que, de ce fait, la ville prétend avoir droit à la réciprocité²⁶. S'agit-il ici de la palinodie d'un évêque faible face à une bourgeoisie dynamique et quelque peu arrogante ? Il semble assez peu probable, en effet, que les bourgeois de Sion aient eu alors des droits anciens sur les pâturages de Salins.

Ce nouveau mandat de l'évêque ne met pas un terme à la querelle. Le 28 novembre, Jean *Huguenet*, Jacques *Jussion*, Antoine *Alanthoniez* et Antoine *Lamiczon*, au nom des habitants de Salins, obtiennent de l'évêque un décret de contumace (pour non-comparution) contre Henri de *Poldo*, syndic de Sion, et la possibilité de pouvoir prouver en justice qu'ils ont toujours joui en paix de leurs pâturages et que les bourgeois de Sion n'y ont jamais eu de droit²⁷. Le 7 janvier suivant a lieu une audition de témoins. Les dix-huit hommes interrogés sont tous bourgeois de Sion. La durée sur laquelle portent leurs « souvenirs » va en moyenne de vingt à cinquante ans (sauf une exception à cent ans !). Presque tous s'accordent à dire que jamais ils n'ont vu ou entendu dire que les bourgeois avaient mené paître leur bétail sur les prés de Salins, sauf, disent quelques-uns, ces deux dernières années. Deux des témoins déposent de façon peu claire que les bourgeois auraient des droits sur les communs de Salins : l'un prétend l'avoir entendu dire sans se rappeler à qui, et l'autre dit avoir vu un titre allant dans ce sens, titre que, selon lui, les gens de Salins doivent avoir. *Baczinodus Ardigoz*, qui a des souvenirs de cinquante ans, est plus affirmatif : il déclare que « ceux de Salins ont donné à la ville un acte (*littera*) dans lequel il est dit, à ce qu'il croit, que la ville doit avoir part aux pâturages communs, aux eaux et aux forêts de ceux de Turin et de Salins, mais pas à leurs vergers et à leur prés²⁸ ».

Il n'a pas été conservé d'autre trace documentaire des péripéties du procès qui s'éternisa pendant près de dix-sept ans. Le 18 mars 1461, en effet, une sentence de l'évêque Walter Supersaxo²⁹ évoque dans son préambule les

²⁵ Archives de la Bourgeoisie de Sion, déposées aux Archives cantonales (citées désormais ABS), tir. 121/n° 1.

²⁶ ABS, tir. 121/n°s 2-3.

²⁷ ABS, tir. 121/n° 4.

²⁸ ABS, tir. 121/n° 5.

²⁹ ABS, tir. 44/n° 8.

circonstances de la querelle surgie entre les syndics et bourgeois de Sion, d'une part, et les procureurs et hommes de la commune de Salins, d'autre part. Elle rappelle que les Sédunois avaient fondé leurs prétentions sur une « viance » faite du temps d'Amphélise, vidomnesse de Sion³⁰, et qu'ils estimaient en outre avoir droit à la réciprocité parce que ceux de Salins participaient aux prés de Champsec, de l'Île et à tous les prés communs d'outre-Rhône.

L'auteur du préambule évoque enfin les innombrables discussions qui s'en sont suivies et le recours final des parties à une commission d'arbitres présidée par l'évêque et composée de deux chanoines, du vidomne, de deux bourgeois de Sion, d'un ressortissant du dizain de Conches, d'un bourgeois de Brigue et du major de Vex. La sentence de l'évêque et des prud'hommes fixe les limites du territoire où désormais seuls les gens de Salins auront le droit de pâture. Ce document nous donne l'occasion de faire un tour complet du territoire communal au milieu du XV^e siècle ; on peut ainsi se faire une idée des limites d'alors et du nombre de noms de lieux qui ont duré jusqu'à nos jours ou se sont éteints.

On part de la « creuse » du bas de Champsec et l'on monte, par le torrent de *Lavacon*, en direction du territoire de la *Verna* jusqu'au lieu appelé *Crista Luy* (Crête-à-l'Œil) ; de là, par-dessus *Gottier*, on parvient au pré de Pierre *Pinar* sis aux *Cudreys* ; on monte ensuite jusqu'au bas du pré du *Chablo* d'où l'on va jusqu'à la grange des héritiers de feu Martin *Ruda* sise en *Pra Magnyn*, et de là jusqu'au torrent du moulin ; on remonte ledit torrent jusqu'à *Pra Troyer*. Tout cet itinéraire représente le front est du territoire. Du côté ouest, on fait allusion aux limites anciennes entre les biens de Salins, Misériez, Arvilard, d'une part, et ceux de Nendaz, Baar et Veysonnaz de l'autre. En amont du *Tryedo de Chavenes*, c'est le chemin qui va de Sion à Veysonnaz qui tient lieu de limite. Du côté d'en haut (au sud) soit du côté de la forêt, les possessions de Salins confinent aux prés communs réservés aux bourgeois de Sion (probablement dans le secteur de l'actuel Mayen de l'Hôpital) et, du côté de Veysonnaz, aux prés de *Fontaneys*. Du côté d'en bas (au nord) on descend jusqu'au Rhône en passant par les rochers de *Sétornés*³¹. Aux termes de la sentence, les bourgeois de Sion n'ont plus de droits à faire valoir sur le territoire ainsi délimité (sauf sur la *Condémine* de Turin, qui leur reste ouverte pour autant qu'elle ne soit pas en blé). Les possessions qui, à l'intérieur de ce territoire, ne sont pas à des gens de Salins demeurent cependant réservées. Les Salinsards abandonnent en échange tout droit de pâture à Champsec et en tout autre lieu où ils ont pu en avoir, excepté dans ceux de l'Île et en *Villa* (?), où ils ne pourront venir qu'en même temps (jamais avant) que ceux de Sion.

³⁰ Voir ci-dessus p. 41 et note 21.

³¹ Voir la pl. I où sont localisés les toponymes que nous avons pu situer, à travers l'ensemble de notre documentation (viances, actes privés, etc.).

La résistance à l'emprise institutionnelle de la ville

Ayant abandonné leurs droits de pâture à Champsec et sur le reste du territoire de la baronnie de Sion, les communiens de Salins crurent pouvoir se dispenser de contribuer aux « tailles » (contributions extraordinaires) levées par la ville notamment pour l'entretien des remparts, du cours de la Sionne, des digues et du pont du Rhône, et se soustraire aux corvées. Dès 1470 commence à ce propos un autre très long procès entre Salins et Sion³². Le 22 mars 1470 les syndics de Sion comparaissent devant l'évêque et le requièrent de sommer la commune de Salins de participer aux frais de la bourgeoisie de Sion et au besoin de les y forcer. Les représentants de Salins, Janin Chuquer, Angelin de Fiez, Jean Amiso, Jean, fils de Guillaume *Benedicti* (Beney), et Jean Billiet répondent qu'ils sont prêts à contribuer aux charges de la ville, mais seulement dans la mesure où ils jouissent et ont part de ses biens. Le 8 mai suivant les représentants de Sion, le syndic Antoine Sterren et son avocat *ad hoc* Jean Kalbermatter réitèrent leurs réclamations contre les gens de Salins et demandent qu'en cas de refus, ils soient exclus des biens communs et des autres droits en ville, et *privés de la bourgeoisie*. Sur demande des représentants de Salins, le lieutenant de l'évêque accorde un nouveau délai (jusqu'au 15 mai) pour délibérer.

Le litige s'éternise, chacune des parties usant de procédés dilatoires et produisant mémoire sur mémoire. Les Sédunois avancent que depuis soixante ans et plus les hommes et habitants de Salins ont contribué à toutes les tailles³³ et ouvrages communs de la ville, que ce soit pour les remparts, les digues, le pont du Rhône ou pour d'autres travaux, en temps de paix comme en temps de guerre, sans qu'il y eût jamais d'objection de la part de quelque seigneur de fief que ce soit (*nulla objectione ob causam quorumcumque feudorum dominorum interveniente*). Ils ajoutent que les autres hommes habitant hors de la châtellenie de la ville et ayant des biens dans le territoire de ladite châtellenie (soit baronnie) de Sion, comme ceux de Maragnena, Saint-Léonard et autres lieux circonvoisins, ont toujours contribué au prorata de leurs biens. Le 22 avril 1471, les gens de Salins répliquent que si les bourgeois de Sion ont levé des tailles à Salins, ce fut toujours au détriment des seigneurs des fiefs du lieu (le chapitre en particulier, qui y possède de nombreux biens). Pour les autres arguments de la partie adverse, ils estiment n'avoir pas à apporter de réponse.

Trois ans plus tard, le 14 février 1474, l'affaire est toujours en discussion : les Salinsards estiment qu'ils relèvent non de la ville mais de seigneurs particuliers (la mense épiscopale, le vidomne et d'autres seigneurs) à qui ils

³² ABS, tir. 121/n° 16.

³³ Deux documents conservés donnent raison aux Sédunois : une taille levée en 1376, pour l'évêque Edouard de Savoie, à l'occasion du rachat des biens des la Tour (voir ci-dessous p. 49) et la taille levée en 1410 (ABS, tir. 29/n° 19 ; voir à ce propos Antoine LUGON, *La taille de 1410 : un reflet de la société sédunoise des débuts du XV^e siècle*, mémoire de licence, dactyl., Lausanne 1978).

paient les tailles dues *de jure*. Ils répètent par ailleurs qu'ils ne jouissent en rien des privilèges de la ville. Sommés de faire valoir les titres qui justifient ces déclarations, les représentants de Salins exhibent, le 28 février, un acte que le procès-verbal de la séance dit être daté du 18 février 1461³⁴. Les syndics de Sion en demandent une copie et les deux parties sont assignées à comparaître le 14 du mois suivant. Ce jour-là, les représentants de Sion rappellent un acte du 5 décembre 1470, par lequel cinq habitants de Salins (Angelin de Fyez, Pierre Jaquemini, Martin Sazer, Jean Benedicti et Perrod Jaquemini) s'étaient engagés à contribuer aux charges de la ville³⁵; ils ajoutent que tous les autres habitants de Salins n'ont pas à être plus exempts que ces cinq-là. De plus, si la bourgeoisie leur a cédé par échange certains pâturages qu'elle avait à Salins (*in monte de Salens*), elle ne les a pas pour autant libérés des droits de juridiction de la châtelainie et des «viances» (*a jure et servitute castellanie et vianciarum*) ni des contributions aux charges communes. Les Salinsards répliquent en niant leur dépendance de la châtelainie de la ville de Sion. Ils ne reconnaissent pas au châtelain et aux syndics et bourgeois de Sion le droit de faire les viances à Salins (*in loco et monte de Salens*). Ils définissent le territoire exempt, selon eux, de la juridiction du châtelain de Sion : c'est à peu de chose près le même que celui circonscrit par la sentence arbitrale de 1461. Il est cependant intéressant de reprendre ici les noms de lieux qui émaillent le pourtour de la commune : on part du «lieu où la plaine et la montagne se rejoignent» (*a loco inter montem et planum*), on remonte le torrent de la Gattetaz (limite est) par Tyrybovet, Parffey, Champayer, Chanjaffrey, jusqu'à la Crista Alluy; de là on va jusqu'au torrent de la Fontanaz, puis en Pra Magnyn, d'où l'on monte à Pra Troyel et, plus haut, jusqu'au Chastellar Preuz; puis, par le haut des prés de Fontanys, on arrive au Tryedo de Chavanel et au bas du «fief carré de Veysonnaz» et plus loin «jusqu'à la terre de Savoie»; de là on descend tout droit en direction de «l'Ile Ronde» jusqu'à la limite entre montagne et plaine (*usque inter planum et montem*). Si certains lieux-dits sont encore parfaitement reconnaissables, malgré leur graphie de l'époque, d'autres ont tout à fait disparu de la mémoire collective (comme Champayer, Pra Troyel, Chastellar Preuz ou Tryedo de Chavanel). Une fois de plus, les syndics de Salins rappellent qu'ils ne jouissent pas des privilèges de la ville et qu'il sont hommes liges de l'évêque, du chapitre ou du vidomne.

L'affaire n'est pas encore tranchée en 1476, où a lieu, du 6 septembre au 26 novembre, une audition de 29 témoins. Ceux-ci s'accordent généralement pour affirmer que depuis plus de soixante ans la coutume est établie que ceux de Salins contribuent aux frais communs de Sion, que ce soit pour les remparts, pour les digues et le pont du Rhône ou encore pour les «meunières» ou le cours de la Sionne. La plupart déclarent que les gens de Salins, Turin, Arvilard, Misériez et du Thovez³⁶, n'ont cessé d'y contribuer que

³⁴ Il ne peut s'agir ici que de la sentence rendue le 18 mars 1461 par l'évêque Walter Supersaxo (voir ci-dessus p. 44 et note 29).

³⁵ Ce document ne nous est pas parvenu.

³⁶ Sur la situation de ce lieu-dit autrefois habité, voir ci-dessus note 22.

depuis le début du présent litige. Quelques témoignages méritent qu'on s'y attarde. André *Burrot* (dix-septième témoin), habitant Nendaz, se souvient « qu'il y a une vingtaine d'années, il a demeuré avec Jean *Amizon* et son père *Anthonet*, auquel temps il a vu les hommes d'*Arvilard*, de *Misériez*, de *Turin* et de *Salins* aller plus d'une fois aux manœuvres communes de la ville de *Sion*, et surtout à la construction d'une tour, alors bâtie en dessus de la porte du *Rhône* ; il a aussi entendu dire par les gens de *Salins* qu'ils devaient contribuer chacun pour sa part à toutes les tailles et ouvrages communs de la ville parce qu'ils en étaient bourgeois ; aussi ils disaient qu'il valait mieux pour eux renoncer à la bourgeoisie que de supporter de telles charges, et que la bourgeoisie leur coûtait plus cher qu'elle ne leur valait ». Le vingt-deuxième témoin interrogé, Jean *Juenet alias Bugnyant*, dit se souvenir que vingt ans avant l'arrangement fait entre *Sion* et *Salins* à propos des pâturages de *Champsec* (soit vers 1441), ceux de *Salins* qui étaient bourgeois de *Sion* ont contribué aux charges de la ville ; quant aux habitants qui n'étaient pas bourgeois, il n'en sait rien. A la question de savoir qui était bourgeois en ce temps-là, il répond que l'étaient, à ce qu'il a entendu dire, *Jaquemète* de *Salins*, les *Byllet alias Benedicti* et *Antoine Brigant*, qui allaient aux corvées communes de *Sion* jusqu'à l'époque de l'arrangement sur les droits de pâture (1461) ; quant aux autres, il n'en sait rien. Selon *Etienne Backler*, bourgeois de *Sion* (vingt-cinquième témoin), les habitants de *Salins* auraient cessé de contribuer depuis le temps où l'on avait fait taxer les biens de tous les habitants de la ville et de tous les possesseurs de biens dans les limites de la baronnie³⁷ ; c'est alors qu'ils se seraient montrés rebelles. *Pierre Blatter alias Chansech*, le témoin suivant, se rappelle qu'au temps où l'on construisait la tour de la porte dite de *Savièse*, il a vu y travailler des hommes de *Turin*, de *Salins*, d'*Arvilard* et de *Misériez*. *Anthonet de Confort*, de *Veysonnaz*, rapporte qu'il y a environ vingt-cinq ans, il a vu Jean *Amiczon*, les nommés *dou Thovex*, *Angelin de Fiez*, *Antoine Zender* et le petit Jean, fils de *Janin d'Arvillar* travailler, tant eux-mêmes que leurs ouvriers, aux fortifications de la ville, aux digues et au pont du *Rhône*. Il a entendu dire alors que toute la commune de *Salins* était tenue en général, c'est-à-dire chacun pour sa part, de participer à ces corvées. Il a entendu dire cela à plusieurs hommes de *Salins*, qui disaient aussi que la ville et ses bourgeois les chargeaient trop de corvées et qu'ils ne pouvaient plus les supporter. *Pierre Pygnar*, qui a habité *Misériez* pendant dix-huit ans, a aussi vu les gens de *Salins*, surtout ceux qui étaient bourgeois de *Sion*, participer aux corvées. Il ajoute qu'étaient bourgeois *Jaquemète de Salens*, les *Jaquemet* ainsi appelés *de Salens*, les *Benedicti de Salens* et *Ruedoz douz Thovex* qui avaient des maisons en ville. Selon lui, s'ils contribuaient, c'était non en raison de leurs biens de *Salins* mais seulement pour ceux qu'ils possédaient à *Champsec* ou en ville.

³⁷ Cette taxation générale des biens a laissé une trace documentaire (voir ci-dessous p. 50 et appendice n° 1).

Après de nombreux attermolements, dus sans doute aussi aux événements politico-militaires du moment (conquête du Bas-Valais), le procès ne trouve sa conclusion que le 18 septembre 1477³⁸. Le préambule de la sentence rendue ce jour-là par l'évêque Walter Supersaxo, retrace brièvement les grandes lignes du fond de la querelle. Un argument de la défense des Salinsards qui n'apparaît pas dans le reste de la documentation, est ici évoqué : pour échapper aux tailles et aux corvées de la ville, les habitants de Salins ont déclaré qu'ils ne sont pas *de la même paroisse* que les bourgeois de Sion. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce problème en évoquant la vie religieuse de nos gens³⁹.

L'évêque ne craignit pas de porter préjudice aux droits de sa mense, de son chapitre ou de son vidomne. Considérant qu'aux dires des témoins, l'usage est établi depuis 80 ans et plus que ceux de Salins contribuent aux charges et corvées communes de Sion, il décrète, sous réserve de l'arrangement fait au sujet des pâturages (1461) qui reste en vigueur, que désormais les gens de Salins contribueront aux charges et corvées de la ville. Les frais de la cause sont mis à leur charge. Cependant, les bourgeois de Sion ne pourront lever de taille sur les habitants de Salins qu'avec l'accord de leur « principal seigneur » l'évêque et des autres seigneurs du lieu (le chapitre et le vidomne probablement). Enfin, la taille sera levée sur le même pied que pour les Sédunois, par des hommes désignés par les habitants en accord avec leurs seigneurs (*homines communes*). Pour Walter Supersaxo, on le voit, l'appartenance de Salins au territoire sur lequel s'exerçait la juridiction de la châtellenie de Sion (charge usurpée par la ville, puis cédée par l'évêque)⁴⁰ ne fait aucun doute.

La population et ses mouvements

Les tailles levées à Salins par la ville de Sion n'ont laissé que de rares documents, qui fournissent toutefois la possibilité d'estimer la population globale de la commune à partir du dernier quart du XIV^e siècle. Il faut pour ce faire se livrer à quelques extrapolations à partir du montant global de l'imposition, car les listes de contribution ne sont pas toujours également détaillées pour la banlieue que pour la ville elle-même. Ainsi la taille levée en 1376 pour l'évêque Edouard de Savoie, à l'occasion de l'achat des biens des la Tour⁴¹, recense à Sion 65 personnes (chefs de feux) au quartier de *Malacuria*, pour un montant de 30 livres 8 sols et 12 deniers ; au quartier de *Cita*, on mentionne 55 feux pour un total de 64 livres, 77 feux pour un montant

³⁸ Ac Salins, Pg 2.

³⁹ Voir ci-dessous p. 64.

⁴⁰ Sur l'acquisition de la charge de châtelain par la ville, voir Henri EVÉQUOZ, *Essai sur l'histoire de l'organisation communale et des franchises de la ville de Sion, depuis les origines jusqu'au début des temps modernes*, Berne 1924, pp. 87-88.

⁴¹ GREMAUD, Doc. n° 2221.

de 30 livres dans celui de *Glaviney*, et dans le quartier du *Victus Prati*, 58 familles pour la somme de 37 livres et 14 sols. La liste de la taille prend ensuite en compte globalement «le village de Salins, ceux de Chandavy, de Miserie, de Thurny, les bourgeois de Vex et les autres forains», pour un montant total de 17 livres 14 sols. Si l'on applique à ce dernier montant la moyenne d'imposition constatable à Glaviney (quartier le plus modeste de Sion), soit 7,7 sols par chef de feu, on aboutit à un nombre d'environ 45 feux pour cette rubrique. Il est très probable que par «bourgeois de Vex» on n'entend que ceux d'entre eux, assez peu nombreux, qui possèdent des biens à Champsec, sur le territoire de la baronnie de Sion. Par ailleurs, rien n'indique qu'on ait forcément appliqué le même taux d'imposition qu'au quartier de Glaviney.

La taille levée en 1410⁴², sans être beaucoup plus bavarde, a le mérite de donner séparément les montants provenant de Salins et de Vex. Si l'on calcule à partir de l'imposition moyenne constatée pour la ville (28 deniers environ), on obtient pour Salins un nombre de 34 feux. Si l'on base le calcul sur la moyenne du quartier le plus pauvre (ou en tout cas le moins mis à contribution) soit Glaviney (20 deniers), on obtient le nombre de 48 feux.

Vers le milieu du XV^e siècle (1441-1445) une liste détaillée des chefs de feux mis à contribution⁴³ nous indique les noms des 40 feux soumis à la taille sur le territoire de Salins, et énumère pour chacun d'eux les biens qui constituent l'assiette de l'imposition. La liste ne détaillant pas les possessions en fonction de leur nature, mais se contentant d'indiquer le nombre global de «poses» (de pré, champ ou forêt) que chaque feu possède, il est impossible de se représenter la répartition du territoire entre pâturages, cultures et forêts. Le mot «pose» semble avoir ici plutôt le sens d'une unité d'imposition (de surface variable suivant la nature du terrain) que d'une mesure fixe⁴⁴. On peut, par contre, à partir de ce document, évaluer les différences de fortune immobilière entre les habitants du lieu et juger du poids relatif de la communauté de Salins par rapport au reste du territoire de la châtellenie (baronnie) de Sion.

⁴² ABS, tir. 29/n° 19 (voir aussi ci-dessus note 33).

⁴³ ABS, tir. 29/n° 31. Ce document, daté par erreur de 1499, est en réalité antérieur d'une bonne cinquantaine d'années. Le châtelain Jean de *Embda*, qui y apparaît par deux fois, est en charge entre les années 1441 et 1445 (GREMAUD, Doc. n°s 2934 et 2981 et ABS, tir. 165/n° 36). Il s'agit de la liste de tous les contribuables possédant des biens (terres ou bâtiments) sur le territoire de la baronnie de Sion (soit le territoire de la commune de Sion, Bramois non compris, et celui de Salins). La liste prend d'abord en compte les 389 contribuables de Sion, puis les 40 feux mis à contribution sur Salins sous le titre *Secuntur pose territorii et parrochie Sancti Petri Sedun. de Sallen, Thourins, Miserie, Arvilar, tam pratorum, camporum, silvarum quam nemorum*. Voir ci-dessous, appendice p. 76, qui donne la liste des contribuables de Salins.

⁴⁴ Ainsi une «pose» vaudrait, s'il s'agit de pré, une *seytorata* ou une *falcata*, soit une fauchée, c'est-à-dire ce qu'un faucheur peut abattre en un jour ; s'il s'agit de vigne, un *putatorium* (peur) à savoir ce qu'un homme peut tailler en un jour ; une pose de champ vaudrait un *juger* (arpent), etc.

Sur les 441 « poses » que l'on dénombre pour Salins, 80 sont entre les mains de deux propriétaires : Janin *Albi* (Wyss)⁴⁵, de Turin, qui en détient 40 (ainsi qu'une maison et 4 granges), et Georges *dou Thovel* qui en possède autant (avec 2 maisons et 4 granges). Viennent ensuite Antoine *Alanthoni* (30 poses, 2 maisons et 3 granges), Antoine *Tholla* (29 poses, ½ maison et 2 granges), Jean, fils de Janin *d'Arvilar* (26 poses, 1 maison et 2 granges) et enfin Humbert et Jeannet *Poul* (21 poses et 3 granges). Ces six feux privilégiés se partagent donc les 42 % du sol utile. Sur les 34 restants, 11 se situent entre 10 et 20 poses et les 23 derniers entre 0 et 10. On voit que règne une certaine inégalité des fortunes, puisque près des 85 % des feux ne détiennent guère plus que 58 % des biens.

Si l'on compare maintenant le nombre de feux contribuables de Salins avec celui du reste de la baronnie de Sion (soit le territoire de l'actuelle commune de Sion sans Bramois), on voit que cette dernière compte presque dix fois plus de contribuables que notre petite communauté. Même en déduisant les quelques dizaines de ressortissants des villages d'alentour qui y sont pris en compte pour les biens qu'ils possèdent sur le territoire de Sion, le rapport reste de huit à neuf pour un. Bien plus peuplée que les hameaux de Salins, forte d'un récent apport de ressortissants du Haut-Valais⁴⁶, la ville ne devait pas manquer de faire sentir assez lourdement son poids aux paysans des environs. Rien d'étonnant dès lors si Salins ne se manifeste guère dans les documents que lorsqu'il est en conflit avec son puissant voisin. Sion est en quelque sorte la référence par rapport à laquelle Salins acquiert une existence. Cela n'exclut pas cependant des litiges avec ses autres voisins⁴⁷.

Si l'on cherche, toujours à travers la liste de contribuables du milieu du XV^e siècle, à analyser les relations qui existaient alors entre la ville et sa banlieue immédiate, on est frappé de constater que Salins n'avait attiré que peu de bourgeois de Sion sur son territoire. Le seul « étranger » qui figure dans la liste est le « châtelain de Sion », qui possède à Salins cinq poses, une maison, une grange et deux jardins. On retrouve cet anonyme châtelain de Sion dans la liste des Sédunois où il figure sous le nom de Jean de *Emda* et

⁴⁵ Il s'agit d'un ressortissant de Törbel (Archives de l'Etat du Valais, citées AEV, Fonds de Torrenté-de Riedmatten, Pg 26, 1445, *Yaninus Albi de Torbil, parrochie parve Morgie inter Alamanos, nunc commorans apud Thourins*). Plus tard (1458) il apparaît sous son nom allemand (Wyss) et il est dit résider à Arvilar (AEV, Fonds de Torrenté-de Riedmatten, Pg 37).

⁴⁶ En effet, près des 40 % des noms de la liste établie pour la ville et son territoire immédiat, ont une consonance germanique. On assiste à Sion, dans les trois ou quatre premières décennies du XV^e siècle, à l'arrivée progressive d'un très fort contingent de Haut-Valaisans. Le phénomène ne semble pas affecter également la banlieue, puisque à Salins selon la même liste n'apparaissent que 4 noms germaniques sur 40.

⁴⁷ Ainsi, par exemple, en 1484, Salins a une fois de plus maille à partir avec la commune des Agettes, qui prétend avoir droit de pâture sur les prés de Salins, une fois la première herbe fauchée. Les « consuls » (procureurs) de la commune de Salins s'en plaignent par-devant l'évêque Jost de Silenen, qui prononce, le 13 septembre 1484, une sentence interlocutoire enjoignant à ceux des Agettes de laisser, jusqu'à droit connu, aux Salinsards la paisible jouissance de leurs prés (Ac Salins, Pg 4). Je n'ai pas retrouvé de trace documentaire de la suite qui fut donnée à cette affaire.

possède une maison avec grange et jardin⁴⁸. Outre ce personnage, il faut aussi citer Jean de *Prato* qui vient de Saint-Léonard, Henri *Glasse* de Nendaz et Janin *Albi* (Wyss) originaire de Törbel⁴⁹. Tous les autres chefs de feux semblent, pour autant qu'on puisse en juger, des gens du cru. Il semble donc que, contrairement au schéma classique de l'appropriation des campagnes par les bourgeois des villes, nos bourgeois de Sion n'avaient pas encore commencé à mener à Salins une politique d'acquisitions individuelles ; et ce malgré l'intérêt qu'ils portaient en commun aux pâturages de Salins. Il fallait d'abord acquérir peu à peu, pour le corps des bourgeois, une mainmise institutionnelle sur le territoire de cette banlieue. Ce sera chose faite au tournant du XVI^e au XVII^e siècle⁵⁰.

Mais avant même d'avoir acquis la haute main sur la juridiction, dès la seconde moitié du XV^e siècle, quelques familles bourgeoises de Sion commencent à s'intéresser de plus près à acquérir des biens à Salins. Ainsi, par exemple, le 15 septembre 1466, le notaire sédunois Jean *Kalbermatter* acquiert quatre arpents de terre avec une grange à Salins, Turin, en *Setourney*⁵¹. Ces terres provenaient, à travers diverses acquisitions faites par un compatriote de *Kalbermatter*, Hildebrand *Ritter*, d'une famille *Jussion* de Salins⁵². En 1476, le notaire Jean de *Pictu* et son compère le marchand Jean de *Bertherinis*, bourgeois de Sion, ne dédaignent pas de faire saisir à leur profit un demi-tour d'eau du « torrent de Salins »⁵³. Quelques documents plus récents attestent encore cette présence des Sédunois à Salins. En 1503, le chanoine Barthélemy *Kalbermatter* accense à perpétuité une terre que sa nièce, fille de feu Jean, possède « à *Tyribovet*, soit au *Parfey* »⁵⁴. Jusqu'en 1587, Martin *Frigant* et son frère Pierre, bourgeois de Sion, possèdent ensemble des bâtiments, comprenant un four, à l'est du village de Salins, entre le chemin de Tsanzaffrey et celui de Sion⁵⁵. En 1591, le capitaine Antoine de *Torrente* achète une rente annuelle de quatre fichelins de seigle d'un habitant de Salins, Michel de *Ochys* ; le pré sur lequel ce dernier assigne la rente est voisin d'un pré appartenant déjà à un autre bourgeois de Sion, Barthélemy *Metziltin*, capitaine au service de Sa Majesté Très Chrétienne⁵⁶.

⁴⁸ Sur ce personnage, voir ci-dessus note 43.

⁴⁹ Voir ci-dessus note 45.

⁵⁰ Voir ci-dessous p. 68.

⁵¹ AEV, Fonds de Torrenté-de Riedmatten, P 3, a-f.

⁵² Sur cette famille, qui apparaît d'abord à Savièse, voir G. GHICA, « Deux listes d'hommes de Savièse à la fin du Moyen Age et au début des temps modernes (1447 et 1462) » dans *Vallesia*, t. XXXIII, 1978, p. 279.

⁵³ AEV, Fonds Joseph de Lavallaz, Pg 147.

⁵⁴ AEV, Fonds de Torrenté-de Riedmatten, P 3, g.

⁵⁵ AEV/AT 373. — Les *Frigant* apparaissent à Sion dans la deuxième moitié du XV^e siècle (ACS, Th. 40, Z n° 7, fol. 7^v, *Johannes Frigant, lombardus, civis sedun.*). Voir aussi AEV, Fonds de Torrenté-de Riedmatten, Pg 132 (liquidation, en 1607, des biens de feu Martin *Freganti*, à Salins).

⁵⁶ ABS, tir. 167/n° 73.

Dans le cours du XVII^e et du XVIII^e siècle, cette présence des familles séduinoises sur le territoire de Salins se maintient. On en retrouve les traces documentaires dans de nombreuses transactions privées éparses dans les fonds d'archives de familles. On voit ainsi apparaître comme acquéreurs ou vendeurs ou comme voisins, dans des actes concernant des biens sis à Salins, les familles *Barberin*, *Burnier*, *Collumbini*, *Fregant*, *Gröly*, *Gunthern*, *Kuntschen*, *Lambien*, *Liviodi*, *de Torrente*, *Waldin*, *Wolff*, qui ont toutes pignon sur rue en ville de Sion⁵⁷.

A l'inverse, il faut aussi se demander dans quelle mesure la ville a pu constituer un pôle d'attraction pour les paysans des environs. Nous avons vu qu'aux dires de deux des témoins qui déposent en 1476, quelques familles de Salins étaient considérées (vers le milieu du XV^e siècle) comme ayant été bourgeoises de Sion : Jaquemète de *Salens*, les *Jaquemet* aussi appelés *de Salens*, les *Bylliet alias Benedicti* et *Ruedoz dou Thovex*. On remarque que les deux *Benedicti* qui apparaissent dans la liste des contribuables de Salins où ils sont dotés chacun d'une maison, apparaissent également, chacun pour une demi-maison, dans la liste des contribuables du reste de la baronnie. Quant à Georges dou Thovel (beau-père de *Ruedoz*)⁵⁸, il est dit posséder deux maisons (sans doute une à Salins et une à Sion). Les nommés *de Salens* n'ont, d'après la liste de Salins, pas de maison mais seulement des terres. La liste des assujettis à la taille dans le reste du territoire de la baronnie de Sion comprend les noms de plusieurs ressortissants de Salins⁵⁹ : Janin *Hungers* (qui a trois fauchées de pré à Salins) a ici une grange et deux fauchées, Humbert *Poul* et son neveu (21 poses et 3 granges à Salins) ont ici une maison et deux fauchées de pré, Anthonet *de Salens* (qui n'apparaît pas à Salins) possède ici une maison avec grange, 11 fauchées de pré et une chenevière, Georges *dou Thovez* (60 poses, 2 maisons et 4 granges d'après la liste de Salins) est ici mentionné pour une maison avec grange, 3 fauchées de pré et un arpent de champ ; Antoine *Amisson* (dont le fils apparaît dans la liste de Salins, où il possède 18 poses, une maison et 2 granges) possède sur Sion une maison avec grange, 6 fauchées de pré, 4 ½ « peurs » de vigne et 2 fauchées de pré au nom de son gendre. Les frères Jean et Guillaume *Benedicti* (déjà pourvus de 21 poses, 3 granges et 3 maisons, d'après la liste de Salins) sont mentionnés ici, l'un pour une moitié de grange et 3 fauchées, l'autre pour une moitié de grange et 2 fauchées de pré. Enfin, les « enfants de Jean *Jaquemet* » (qui n'apparaissent pas dans la liste de Salins) ont à Sion une grange et 7 fauchées de pré. On remarquera que la plupart des Salinsards établis en ville (ou dans sa proche banlieue) sont des gens qui jouissent à Salins d'une confortable aisance. L'attrait d'une maison en ville peut sans doute s'expliquer pour l'un

⁵⁷ Voir par exemple, aux AEV, Fonds Oswald de Riedmatten, Pg 471, 687, 731 ; fonds Louis de Riedmatten, Pg 280 ; AV 3/n° 143 ; fonds de Torrenté-de Riedmatten, Pg 191 ; fonds Jos. de Lavallaz, Pg 208, 221, 222, 225, 226, 228-232, 235, 238, 239, 250, 251 ; AV, Supersaxo, n° 810, 818 ; fonds Xavier de Riedmatten, Pg 415, 471, etc.

⁵⁸ Sur ces deux personnes et ce lieu, voir ci-dessus note 22.

⁵⁹ Sur ce document, voir ci-dessus note 43.

par la proximité de ses vignes, pour l'autre par les plus grandes possibilités offertes à un éventuel commerce de bétail ou de denrées alimentaires. Quoi qu'il en soit, aucun d'entre eux ne devient véritablement citadin ; chacun demeure solidement enraciné dans les activités agro-pastorales.

Une autre question qui peut se poser dans ce contexte du Moyen Age finissant, c'est la mesure dans laquelle notre petite banlieue a pu constituer une sorte d'antichambre pour les gens venus d'ailleurs et désireux d'accéder à l'habitation, voire à la bourgeoisie de la cité épiscopale. S'il n'est guère possible d'être catégorique, il est permis de signaler ici quelques indices qui militent en faveur d'une réponse affirmative. Sur les 40 contribuables qui figurent vers 1441-1445 dans la liste de Salins, seuls 4 portent un nom d'origine germanique : *Albi* = *Wyss* ou *Wyssen*, *Phaster*, *Hungers* et *de Embda*. En ce qui concerne Jean *de Embda*, alors châtelain de Sion, il est pour l'heure impossible de savoir s'il a commencé par s'établir à Salins ou si au contraire il s'est d'abord installé à Sion. Le cas de Janin *Albi* (*Wyss*), originaire de Törbel, semble moins obscur. Il tient avec ses 60 poses le haut du pavé à Salins vers le milieu du XV^e siècle. Il est, pour une bonne part de ces biens, homme lige de l'évêque et de sa mense épiscopale. Il a repris un fief autrefois tenu par François, fils de feu Jean *Juglard* de Turin⁶⁰. En 1458, il est en litige avec son compatriote Tenchoz *Hassen*, originaire de Zermatt, à qui il réclame les récoltes dont ce dernier a joui pendant trois ans. *Hassen* réplique que ce fut en paiement des dettes qu'il a payées et des frais qu'il a eus pour le compte de *Wyss*. On apprend, dans l'arrangement qui intervient ensuite entre les parties, que le mariage de leurs enfants respectifs restera valide, et qu'ils s'acquittent mutuellement de toutes leurs prétentions⁶¹. On remarquera que *Hassen* est, quant à lui, déjà installé à Sion⁶². Une bonne cinquantaine d'années plus tard, c'est Antoine *Albi* (*Wyss*), bourgeois de Sion, qui prête reconnaissance en faveur de la mense, en qualité de tuteur de Perronette, veuve de feu Hans *Ruvinerii* et fille de feu Janin *Wyssen* de Törbel, autrefois habitant de Turin, paroisse Saint-Pierre de Sion⁶³. La qualité de tuteur d'Antoine *Wyss* (qu'on retrouve en 1523 paré du titre de bailli de la terre du Valais)⁶⁴ indique très vraisemblablement un lien de parenté avec la veuve *Ruvinerii* née *Wyss* de Turin, sans qu'il soit possible de l'établir avec plus de précision.

D'autres ressortissants du Haut-Valais ont dû transiter par le Val d'Hérens et par Salins avant de s'établir à Sion. Le 4 avril 1496, Hans *Uff der Heckun*, ébéniste (*Tischmacher*) à Sion, donne reçu de la dot et des biens que sa femme Christine, fille de Janin *Knodo* de Salins, paroisse Saint-Pierre de Sion, a apportés au ménage. Il vaut la peine de s'arrêter un instant à cette assignation de dot, non seulement parce qu'elle témoigne que des *Knoden* (= Quinodoz) venus de Zermatt par les cols se sont fixés dans le Val d'Hérens

⁶⁰ AEV, Fonds de Torrenté-de Riedmatten, Pg 26.

⁶¹ *Ibidem*, Pg 37.

⁶² On voit un Hans *Hassen* installé à Sion dès 1449 (ACS, tir Z 19/n° 21, folio 17°).

⁶³ AEV, Fonds de Torrenté-de Riedmatten, Pg 86.

⁶⁴ *Ibidem*, Pg 88.

et jusqu'à Salins dans le cours du XV^e siècle, mais aussi parce que ce document comporte, chose assez rare, un inventaire détaillé du «trousseau» de la mariée. En plus des 10 livres de sa dot, Christine Knodo a apporté au ménage douze draps neufs que sa mère lui a donnés, deux grands édredons, trois habits de drap de couleur noble, un *sirisier* (?), une poêle et un trépied de fer, quarante pièces de vaisselle de bois des deux sortes (?), et deux couvertures de drap du pays. Son mari s'est engagé par la même occasion à lui fabriquer un «archebanc» (bahut) pour ses habits. En outre, Christine a fourni un tonneau de six setiers, mesure de Sion. Le mari garantit ces biens et la dot en les assignant sur sa maison sise à Sion, au quartier de Malacuria, à la rue de Savièse⁶⁵.

L'organisation communale à ses débuts

La lutte incessante, que ce soit pour échapper aux exactions d'une puissante bourgeoisie voisine ou pour empêcher les empiètements de voisins moins puissants mais tout aussi déterminés, a sans doute contribué à renforcer la cohésion de l'espèce de «syndicat rural» qu'était alors, comme tant d'autres, la commune de Salins. Bien que relativement pauvre, elle a cependant exercé une certaine attraction dont la documentation disponible n'a laissé que quelques traces. Le 25 avril 1481, les procureurs et syndics de la commune, Jean Jussion et Jean Jaques, accompagnés de Jean Amiczon, Pierre Yotraz, Jean Miriors et Michel, fils de Ruedin Risecker alias dou Thove, reçoivent Pierre Zender comme communier pour le prix de 20 sols et d'une charge de «tavillons» (*et uno onere tavellionum*). Le nouveau communier participera à tous les droits, biens, privilèges, franchises, etc., de la commune. Il s'engage par son serment, prêté sur les saints Evangiles, à être fidèle au seigneur (l'évêque de Sion et sa mense) et à la commune, à en maintenir et défendre les usages, à lui éviter tout dommage et à en rechercher le bien de tout son possible⁶⁶. Cet acte, la plus ancienne réception de bourgeois de Salins qui nous soit parvenue, nous apporte quelques lueurs sur l'organisation communale rudimentaire de cette époque. Remarquons tout d'abord que les hommes qui reçoivent le nouveau communier ne tiennent leur pouvoir que pour traiter cette affaire (*pro infrascriptum [...] negocium peragendo per eandem communitatem electis*): il n'y a donc pas de conseil communal régulièrement élu, mais une simple commission ad hoc, désignée par l'ensemble des communiens. Seuls les deux «procureurs» ou «syndics» sont probablement élus à terme. Le tarif d'admission paraît extrêmement modique comparé à ceux que l'on voit pratiqués à Sion⁶⁷; la part qui en est

⁶⁵ ABS, tir. 165/n° 96.

⁶⁶ AEV, Fonds S H V R, n° 17.

⁶⁷ Les nombreuses réceptions de bourgeois conservées aux ABS sont tarifées entre 1408 et 1534 de 5 livres à 16 livres. Il va de soi que le tarif d'admission n'était pas le même pour tout le monde; il était certainement proportionné à la fortune du nouveau citoyen (voir, aux ABS, tir. 22/n° 28, 29, 35, 37, 39, 43, 44, 48, 56).

payée en tavillons indique que la commune avait la charge d'entretenir un ou des bâtiments dont elle était propriétaire⁶⁸.

L'homme d'aujourd'hui ne conçoit pas une collectivité publique sans des règles très précisément définies. Il n'en allait pas de même autrefois. Pendant longtemps la commune de Salins (comme beaucoup d'autres) ne se soucia guère de se donner des statuts : toute la pratique de la vie quotidienne étant réglée par la coutume, on ne sentait pas la nécessité de fixer par écrit les anciens usages auxquels on se conformait tout naturellement. Il faut attendre le plein XVI^e siècle pour voir apparaître une première ébauche de règlement communal. Le 4 décembre 1541, le notaire Georges Bardi de Sion, prend acte⁶⁹ que les probes hommes de la commune de Salins et plus des deux tiers des habitants, assemblés en vertu d'une assignation faite par voie de criée, en l'église paroissiale Saint-Pierre (à Sion), ont arrêté entre eux les articles suivants :

1° Il y aura toujours deux procureurs chargés de gérer leurs affaires communes.

2° Chaque fois que les procureurs s'assembleront en l'église paroissiale Saint-Pierre, ils devront assigner par-devant le peuple, pendant, avant ou après les offices, les probes hommes élus pour tenir conseil, lesquels devront comparaître à l'heure et au lieu désignés, sous peine de 3 sols d'amende.

3° Les porcs des habitants de Salins doivent être retirés des possessions dudit lieu, depuis la fête de l'Annonciation de la Vierge Marie du mois de mars (25 mars) jusqu'à la fête de saint Michel Archange (29 septembre) ; ils seront gardés à part, afin qu'ils ne fassent point de dommage aux récoltes. Si l'un des gardes trouve un porc, son propriétaire devra payer une amende d'un sol si l'animal n'est pas ferré et un demi-sol s'il l'est.

4° Item, si en temps d'hiver ou d'automne (depuis la Saint-Michel jusqu'à l'Annonciation de Notre Dame) il arrivait que la terre fût ramollie par une grande pluie ou un orage, et qu'on doive craindre que les porcs ne détruisent la récolte, on devra les retirer des terres sous les mêmes peines, et ce chaque fois que les procureurs l'auront fait savoir par voie de criée.

5° Les chèvres des gens de Salins devront être gardées en tout temps en dehors des prés et des champs semés qui existent entre le « chemin plan » (*via plana*) d'un côté, et le chemin de *Chandavy*, de l'autre.

6° Les « étrobles » (chaumes) des champs, une fois enlevé le plus gros de la récolte, seront pâturés par les vaches, chevaux et autres animaux.

7° Ceux qui ont des biens jouxtant les prés communs et les chemins publics doivent les tenir clos suffisamment, chaque année, à partir du début mai.

⁶⁸ Ce n'est que dans la seconde moitié du XVII^e siècle que la commune achète la maison sise au village, près du banc de justice et sous le chemin qui va de Sion à Veyonnaz (Ac Salins, Pg 21 et P 2, daté par erreur de 1464). Je ne sais pas quel autre bâtiment possédait auparavant la commune.

⁶⁹ Ac Salins, P 8.

8° Nul habitant de Salins n'aura le droit de faire paître sur les prés communs du bétail étranger à la commune, sous peine d'une amende de trois livres et de la perte de sa part aux biens communs.

9° Toute personne qui se trouverait dans le cas qu'on lui fasse un « charivary », peut s'en épargner les désagréments en payant dix sols pour la première fois, à moins que la commune ne lui en fasse grâce.

10° Enfin, la commune pourra, par l'intermédiaire de ses gardes, prélever des gages sur les biens des contrevenants aux précédents articles, de même que sur les biens de ceux qui se rebellent contre une taille.

Ces statuts sont significatifs de la priorité accordée aux questions relatives à l'élevage et à son harmonisation avec les cultures fruitières et céréalières. Mis à part ceux concernant l'élection des procureurs et la tenue des conseils, et celui relatif au charivari (chahut organisé par la jeunesse lors du remariage d'un veuf ou d'une jeune veuve), tous les articles traitent des problèmes posés par la coexistence entre animaux d'élevage et cultures. Il ne s'agit pas, on l'a vu, de problèmes nouveaux. C'est le souci d'en fixer les règles pour la postérité, qui est nouveau et qui marque, à son humble manière, le début des temps modernes à Salins. Il va sans dire que nombre d'autres pratiques de la vie quotidienne n'apparaissent pas dans ces statuts pour la bonne et simple raison qu'ils ne posaient aucun problème particulier dans le cadre traditionnel du droit coutumier. Cela laisse parfois l'historien sur sa faim. Les peuples heureux, on le sait, n'ont pas d'histoire...

Les problèmes d'irrigation

Il est étonnant, à première vue, qu'aucun point des statuts de 1541 ne concerne les problèmes d'eau, qui, on s'en doute, devaient être une source de conflits quasi quotidiens entre les habitants du lieu. L'absence de cette préoccupation essentielle ne peut s'expliquer que par le fait que l'entretien et l'administration des bisses se trouvaient non pas en mains des syndics et procureurs de la commune, mais en celles d'un ou de plusieurs particuliers. C'est le cas, par exemple, le 21 juin 1436, où quatre habitants de Salins, Antoine *Lamiczon*, Janin d'*Arvilart alias de la Lex*, Janin *Albi* (Wyss) et Antoine *Vugert*, rappellent qu'ils ont passé contrat (et payé l'intrage, c'est-à-dire une taxe de mise en possession) avec le major de Brignon, pour un aqueduc prenant son eau à la Printze (*l'Esprenchy*) par un acte du 25 mai 1435, et ce pour un cens annuel de 6 gros, monnaie de Savoie. Les quatre amodiataires du bisse en remettent un « tour » à Jean *Nicoley d'Eys* (Verrey), habitant de Salins, à charge pour ce dernier de payer le cens annuel au major de Brignon et de réparer le bisse au besoin⁷⁰. Sans doute

⁷⁰ GREMAUD, Doc. n° 2872.

Jean Nicoley se chargeait-il de répartir son «tour» entre les tenanciers du secteur qu'il desservait, et de rentrer dans ses frais en percevant d'eux une taxe annuelle. Il ne peut s'agir ici que du bisse de Salins : le bisse inférieur, dit bisse de Baar, n'est en effet prolongé de Baar à Turin qu'une vingtaine d'années plus tard. Les archives de la commune de Nendaz nous ont, en effet, conservé la trace d'une convention faite à ce sujet le 12 avril 1456, entre les gens d'Arvilard et Turin, associés à un représentant de l'évêque, d'une part, et les hommes de la majorie de Brignon et Baar de l'autre⁷¹. Les gens de Brignon accordent à l'évêque et à ses consorts de Turin et Arvilard *la faculté, la puissance, permission, plein-pouvoir etc. de lever, conduire, faire passer l'eau par l'aqueduc de Bars, qui se charge dans le torrent appelé Esprenchy qui coule entre la Métralerie de Nenda et la Majorie de Brignon, et qui dans ce moment porte l'eau par l'aqueduc de Bars jusqu'aux propriétés de Bars, et de là conduire l'eau dudit aqueduc de Bars jusqu'à leurs propriétés de Tourrin et d'Arvillard [...]*. La convention est soumise à une série de conditions que l'acte énumère ensuite :

1° L'évêque et ses consorts n'ont pas le droit d'associer des tiers à la participation au bisse.

2° Ils s'engagent à prendre l'eau à l'endroit où se charge le bisse existant.

3° Ils élargiront à leurs frais le bisse actuel de sorte que ceux de Baar ne souffrent pas d'une diminution de l'eau.

4° La moitié de l'eau ira à ceux de Baar et Brignon, l'autre moitié à l'évêque et à ses consorts.

5° Cette moitié se divisera en 16 portions, correspondant à 16 jours naturels, dont 13 reviendront à l'évêque et à ses consorts de Turin et d'Arvilard, et 3 à Perrod *Crettoblady* (Carthoblaz) et quelques autres (que le traducteur de l'acte n'a pas jugé nécessaire de nommer).

6° Ce Perrod *Crettoblady* et ses compères devront, en proportion de leur nombre de jours d'eau, contribuer aux frais de l'agrandissement du bisse, depuis la Printze jusqu'à leur «tourniquet». De plus, ils pourront prendre leurs 3 jours avant Monseigneur et ses consorts. (Il s'agit très vraisemblablement ici de propriétaires de terres sises sur le territoire de Baar, aux confins avec Arvilard, dans une zone jusqu'alors non desservie par le bisse.)

7° Le tour de chacun commence de très grand matin.

8° Monseigneur et ses consorts devront tenir à leurs frais une garde pour surveiller le bisse pendant qu'ils s'en servent.

9° Pour les premiers travaux d'agrandissement du bisse et de la prise à la Printze, ceux de Brignon et Baar paieront la moitié des frais. L'autre moitié se répartira entre Monseigneur et ses consorts, d'une part, et Perrod *Crettoblady* et consorts (jusqu'à leur tourniquet), d'autre part.

⁷¹ Ac Nendaz, supplément P S n° 11 (traduction française, parfois fautive et incomplète) ; il existe aux AEV/Ph 1906, une photocopie d'une transcription de cet acte.

10° L'entretien est aussi divisé par moitiés. La partie dite « du côté du Levieux » sera entretenue par Monseigneur et consorts et par Perrod Cretto-blady et consorts.

11° S'il arrivait que le bisse cause des dommages aux particuliers de la majorité de Brignon et Baar, que ce soit en construisant le bisse ou en l'utilisant, par défaut d'entretien ou de surveillance, les consorts de Turin et Arvilard seront tenus de les dédommager à taxe d'experts.

12° Si de leur côté les particuliers de Nendaz endommagent le bisse et portent préjudice à la paisible jouissance de son eau, plainte devra être portée directement devant les officiers en charge du duc de Savoie et non ailleurs.

13° Si l'une des parties appelle les autres consorts pour des réparations urgentes, tous sont obligés de s'aider ponctuellement à les faire, sous peine d'être responsables du dommage que leur négligence pourrait occasionner.

14° Monseigneur et ses consorts de Turin et Arvilard sont seuls tenus de payer les dommages que la nouvelle construction du bisse fera aux propriétés des particuliers de Brignon et de Baar et à ceux de Nendaz, et cela à taxe d'experts nommés *ad hoc*.

15° Enfin, les consorts de Turin et Arvilard paieront, chaque année où ils utiliseront cette eau, une rétribution de 12 deniers mauriçois, monnaie de Savoie, payables à la Saint-Martin d'hiver, pour le droit de rivage. Ils paieront de plus, une fois pour toutes à la commune de Nendaz, la somme de huit livres.

L'acte est fait à Baar, sur la place, en présence de nombreux témoins (dont le traducteur de l'acte n'a pas jugé bon de rappeler les noms).

On remarquera que c'est dans la première moitié du XV^e siècle que semble se poser de manière aiguë, dans le Valais central, le problème de l'irrigation. Le seul hasard de la conservation des documents ne justifie pas totalement l'absence d'attestation antérieure du problème. Faut-il attribuer l'apparition de cette préoccupation à des raisons purement climatiques ou doit-on y voir aussi un indice de l'extension de l'élevage ? L'intérêt grandissant pour le bétail aurait poussé nos gens à rechercher les moyens d'obtenir, par l'irrigation, un fourrage plus abondant et plus régulier. On sait que la période 1350 à 1550 environ a été marquée par un léger retrait glaciaire, signe d'un réchauffement, qui fait suite à la crue du XIII^e siècle. Sans doute faut-il prendre en considération les deux éléments d'explication : on arrose les prés, à partir de la première moitié du XV^e siècle, à la fois parce qu'il fait plus sec et parce qu'on a désormais un plus grand besoin de réserves de fourrage.

Les problèmes de parcours forestier

Toujours sujette de l'évêque et placée sous la juridiction du sautier de Sion, la commune traverse le XVI^e siècle sans laisser beaucoup de traces dans la documentation d'archives. En 1534, les communiers de Salins renouvellent, dans les mêmes termes qu'en 1338, la prestation d'hommage lige qui les liait

à l'évêque⁷². Elle reçoit, le 25 janvier 1561, deux nouveaux communiens, les frères Jean-Claude et Maurice *Raboz*, originaires de la paroisse de Troistorrents au mandement de Monthey, pour la somme de 8 écus⁷³. Le 29 avril 1570, elle conclut avec les Agettes une sorte de «pacte de non-agression», dans lequel sont prévues d'un commun accord les amendes que pourront percevoir les gardes des deux communes pour les différentes espèces de bétail saisi en contravention sur les pâturages respectifs. Les tarifs prévus sont nettement plus élevés en cas d'infraction nocturne⁷⁴. On voit que les préoccupations essentielles sont demeurées d'ordre strictement pratique : il s'agit avant tout d'assurer les conditions indispensables de la vie quotidienne, la paix des pâturages et des cultures. Mais la grande affaire qui va, dans le dernier quart du XVI^e siècle, occuper les Salinsards et les affronter à leur seigneur l'évêque, c'est la question du droit de parcours et de cueillette dans la forêt de Turin (encore appelée Forêt de l'Evêque).

Il nous est resté de ce litige quelques témoignages indirects, copiés avec plus ou moins de bonheur dans les documents d'archives⁷⁵, vers le milieu du XIX^e siècle, lors de nouvelles querelles survenues à ce propos entre la commune et l'Etat (successeur, pour un temps, de l'évêque, après le décret de sécularisation des biens du clergé).

Le 20 octobre 1571, un mandat de l'évêque Hildebrand de Riedmatten adressé au curé et au vicaire de Sion, leur enjoint d'interdire à toute personne, de quelque sexe, état ou condition, l'accès de son domaine de Turin. Il est également fait défense à quiconque d'emporter du bois et de la feuille de son domaine et de sa forêt de Turin. Personne ne devra aller et venir dans cette forêt, afin, précise le mandat, que les arbres qui y poussent puissent mieux croître et prospérer. Une amende de 25 livres est prévue en cas de contravention. Si quelqu'un s'estime lésé par ces mesures, il est assigné à comparaître le mardi suivant au château de la Majorie, pour faire valoir les motifs qu'il a de s'y opposer.

Le mardi suivant comparaît Michel *Pallietaz*, habitant d'Arvilard, agissant pour lui et pour les gens d'Arvilard et les autres, assisté de son avocat, Jean *Duffrat*, notaire de Sion. Ils demandent une copie du mandat inhibitoire du 20 octobre et un terme pour en délibérer et faire connaître leur réponse. Celle-ci ne nous a pas été conservée mais il y a tout lieu de croire que les sujets de Sa Grandeur s'opposèrent à ces mesures draconiennes en faisant valoir la coutume. C'est du moins ce qui ressort d'une audition de témoins (connue seulement par une assez mauvaise copie du XIX^e siècle)⁷⁶. Les dépositions de

⁷² Ac Salins, P 7. Ils l'avaient aussi renouvelé en 1428 sous l'administration d'André de Gualdo (AEV/ATL 17, fol. 79^v-80^v).

⁷³ ABS, tir. 121/n° 13.

⁷⁴ Ac Salins, Pg 7.

⁷⁵ Ac Salins, P 6 (copie, du milieu du XIX^e siècle, d'une audition de témoins datée par erreur de 1501 ; il faut lire 1571) et P 10 (copie vidimée de deux mandats de l'évêque Hildebrand de Riedmatten, 1571 et 1574).

⁷⁶ Ac Salins, P 6.

la quinzaine de témoins entendus, pour la plupart des habitants du voisinage (Agettes, Vex, Veysonnaz, Nendaz), portent, à en juger par le contenu des réponses, sur les questions suivantes :

— Est-il établi que les gens de Salins ont toujours fait paître leur bétail, cueilli de la feuille ou du bois mort dans la forêt en question ?

— Si oui, quelqu'un leur en a-t-il fait défense ?

— Si tel est le cas, se sont-ils conformés à son ordre ou s'y sont-ils opposés ?

Tous les témoins s'accordent en ce qui concerne la première question : les gens de Salins ont toujours fait usage de la forêt, tant pour y mener paître leurs bêtes que pour en tirer de la feuille et du bois. A la deuxième question, seuls deux témoins répondent de manière affirmative et démontrent que le problème n'est pas nouveau et que, du temps du cardinal Schiner déjà, puis sous l'épiscopat de Jean Jordan (1548-1565), il avait déjà été défendu aux Salinsards d'accéder à la forêt de l'évêque. Les archives de la Bourgeoisie de Sion nous ont conservé un mandat de cet évêque, adressé le 11 mai 1549 au curé ou au vicaire de Salins, par lequel il interdit à quiconque l'accès à la forêt de la mense épiscopale sise « en Turin, jouxte les champs de ceux de Salins du côté d'en haut, soit au sud, jouxte la terre de feu Antoine *Albi* (Wyss) et d'Antoine *Fregant* alias *Maïor* à l'est, et jouxte ses confins notoires (!) ». La forêt est, aux termes de ce monitoire, interdite aux brebis, bédiers, chèvres et autres animaux de toute espèce ; il est également défendu d'y prendre du bois. Comme dans le mandat de 1571 il est accordé aux éventuels opposants un délai pour faire valoir leurs droits⁷⁷.

Une quinzaine d'années plus tard, l'affaire est encore discutée âprement. Le 6 décembre 1586⁷⁸, la diète du pays, assemblée à la Majorie à Sion, est appelée à trancher en dernière instance sur la question. Dans le préambule de sa sentence, on rappelle le procès intenté devant la cour du vice-bailli par Michel *Albertin*, alors procureur fiscal de l'évêque, contre certains particuliers de Salins, coupables « d'avoir coupé du bois vert et sec et d'avoir cueilli de la feuille verte ou morte dans la forêt de la mense épiscopale sise outre Rhône, sous Salins, au lieu dit Turin, ainsi que d'y avoir fait paître leurs chèvres et autres animaux, et ce sans aucun droit et par pure usurpation ». Les représentants de Salins ont objecté à cela la prescription d'un long possesseur (*diuturni possessorii prescriptionem*). Ils font aussi valoir une audition de témoins (*examen*) qui, à leur avis, doit les libérer des prétentions de la partie adverse⁷⁹. Le procureur fiscal, quant à lui, objecte de la nullité de cette audition de témoins. Là-dessus, le vice-bailli Barthélemy Theiler, juge de la cause, se croit assez informé pour porter sa sentence en faveur des gens de Salins. Se sentant gravement lésé, le procureur fiscal de l'évêque fait appel

⁷⁷ ABS, tir. 92/n° 76.

⁷⁸ AEV/ATL 6/n° 148.

⁷⁹ Il s'agit sans doute de l'audition de témoins qui nous est parvenue par la copie du XIX^e siècle (ci-dessus note 76).

par-devant la diète et le grand-bailli. Il expose que le tribunal vice-baillival n'a pas pris en considération le fait que, dans leurs déclarations spontanées, les opposants de Salins n'ont jamais nié que le fonds et la propriété de la forêt litigieuse appartenissent, de par un droit ancien, à la mense épiscopale, et que le fruit et les récoltes doivent aller au propriétaire du fonds (*domino fundi*) et non à d'autres. Le tribunal, ajoute-t-il, n'a pas tenu compte de l'imperfection de l'audition de témoins (*examen*) produite par Salins, qui ne prouve nullement le possessoire revendiqué. De plus, cette instance aurait dû tenir compte des différentes espèces d'animaux et du caractère particulièrement nocif des chèvres dans une forêt de chênes (*quam damnose et nocivae sint caprae in silvis glandiferis*) ; aussi le procureur fiscal demande-t-il à la diète de casser cette sentence.

Pour la partie adverse comparaissent Jean *Jaquemod*, lieutenant, Pierre *Rimboz* et Maurice *Raboz*, anciens lieutenants et procureurs de la commune de Salins, accompagnés de leur avocat, Simon *Zmutt*, notaire et bourgeois de Sion. Pour eux, la sentence portée par le tribunal de Sion ne doit pas être révoquée : ils estiment devoir être maintenus en paisible possession du droit de faire paître leurs animaux (de quelque espèce que ce soit) et de récolter de la feuille et du bois mort, à la teneur de l'audition de témoins qu'ils ont produite au cours du procès, qui en atteste suffisamment l'usage par de nombreux témoins dignes de foi. Les représentants de Salins font valoir un autre document qui, à leurs yeux, prouve leurs droits : il s'agit de la sentence portée le 18 mars 1461 par l'évêque Walter Supersaxo⁸⁰. On se souvient que celle-ci délimitait le territoire où seuls les troupeaux de Salins auraient droit de pâture. Elle n'accordait pas pour autant à la commune le droit quelque peu abusif de pâturer sur les biens privés (comme le domaine épiscopal de Turin) situés dans ce territoire.

La diète, considérant que l'usage de faire paître dans cette forêt est établi de mémoire d'homme et au-delà, mais qu'il n'en va pas de même pour celui de couper du bois (dû plus à la clémence de l'évêque ou à la négligence de ses fermiers qu'à un droit réel), confirme la sentence pour ce qui est du droit de pâture, mais ne suit pas la première instance en ce qui concerne le droit de couper et d'emporter du bois, qui demeure à l'évêque seul. Ce jugement à la Salomon, guère conforme à l'équité, a sans doute été inspiré par des députés dont le souci majeur était, en cette époque de luttes confessionnelles, d'amoinvrir les prérogatives du prince-évêque.

Contraints par leur grande pauvreté, les gens de Salins continuèrent donc leurs incursions dans la forêt privée de leur seigneur durant tout l'ancien régime. En plein XIX^e siècle encore, alors que l'Etat avait succédé à la mense épiscopale (par le décret de sécularisation des biens du clergé), cette usurpation séculaire était si solidement établie qu'elle faisait figure, aux yeux des autorités communales, de droit de propriété⁸¹.

⁸⁰ Voir ci-dessus p. 44, n. 29.

⁸¹ Ac Salins, P 103-109.

La vie paroissiale

A l'origine, la vie religieuse des Salinsards se confond avec celle des habitants de Sion. Il est probable qu'à ses débuts la paroisse de Sion a dû être plus étendue qu'elle n'apparaît dans les documents du Moyen Âge. Il n'est cependant pas possible de connaître l'extension du territoire de cette paroisse originelle ni ses éventuels démembrements ultérieurs⁸². On ne sait pas davantage si le centre de la paroisse s'est trouvé dès le début à la cathédrale, à Valère ou à la petite église Saint-Pierre (aujourd'hui disparue) sise au sud de l'actuel théâtre de Sion ? Entre le dernier quart du XIV^e siècle et le milieu du suivant, on voit en effet cette église jouer un rôle paroissial pour les Sédunois, en même temps qu'un autel paroissial de la cathédrale (celui des Saints-Innocents)⁸³. Saint-Pierre continuait-il ainsi un rôle déjà très ancien de centre paroissial, ou ne faisait-il que prendre momentanément le relais de la cathédrale et de son autel paroissial, passablement affectés par les guerres de la fin du XIV^e et du début du XV^e siècle ? Des fouilles archéologiques dans le sous-sol de la cathédrale permettront peut-être un jour de faire plus de lumière sur ce problème du centre originel de la paroisse de Sion. On en est réduit pour l'heure à des suppositions.

Ce qui est sûr par contre, c'est que l'église Saint-Pierre est, dès le milieu du XV^e siècle, le lieu de culte réservé en ville de Sion aux habitants de la banlieue, c'est-à-dire La Mura, Montorge, Uvrier, Maragnena et Salins. On a peine à croire que les Sédunois aient pu alors abandonner le centre originel de leur paroisse aux paysans des alentours pour s'installer à la cathédrale. Il paraît plus raisonnable de penser que Saint-Pierre était dès le début destiné aux services liturgiques des habitants de la campagne environnante, et qu'il n'a dû son rôle de centre paroissial qu'à des circonstances passagères.

Au même titre que les autres habitants de la « baronnie » de Sion (La Mura, Montorge, Uvrier, Maragnena), les Salinsards dépendaient alors du curé hors les murs, qui exerçait en même temps la fonction de vicaire de la ville. Depuis quand cette ségrégation entre habitants de la ville et « forains » existait-elle ? Il serait tentant de la faire remonter à l'époque (XI^e/XII^e siècle) où la ville affirme sa différence par la construction de sa dernière enceinte. Les habitants auraient-ils ressenti alors le besoin de marquer la distance à l'égard des paroissiens du dehors, en leur assignant en ville un lieu de culte

⁸² Il faudrait pour cela, à défaut d'autres documents, disposer de fouilles archéologiques permettant de dater tous les centres paroissiaux environnants (Savièse, Grimisuat, Ayent, Vex). Pour l'instant, seul le site de l'ancienne église de Bramois a pu, dans le cadre d'un chantier de démolition, faire l'objet d'une étude archéologique (voir F.-O. DUBUIS, « Les anciennes églises Saint-Laurent de Bramois et leur signification pour l'histoire de la paroisse » dans *Annales valaisannes* 1984, pp. 111-128). — A remarquer cependant qu'en 1513 les gens d'Héremence croient se souvenir qu'avant d'appartenir à la paroisse de Vex, ils ont appartenu à celle de Saint-Pierre de Sion (Ac Héremence, Pg 6).

⁸³ Voir Hans-Anton VON ROTEN, « Contribution à la chronologie des curés de Sion » (trad. Grégoire Ghika), dans *Annales valaisannes* 1962. Voir aussi AEV/Rz, *Opera Historica*, t. 14, p. 147 ss. et ACS, Min. A 37, pp. 162-165 et Min. A 50, p. 291 (Institution de curés de l'église paroissiale de Saint-Pierre).

séparé ? Il se pourrait aussi que cette discrimination soit plus récente et liée au profond bouleversement linguistique et culturel que l'on peut observer, dans la première moitié du XV^e siècle, en ville de Sion : on assiste alors à une véritable germanisation de la cité épiscopale⁸⁴. Si l'on en croit un document de 1642 par lequel la ville de Sion tente de démontrer au Nonce que, contrairement aux allégations du Chapitre, la cathédrale a toujours été son église paroissiale⁸⁵, l'église Saint-Pierre, cure de la baronnie de Sion, aurait servi alors depuis des siècles aux sermons en langue vernaculaire (patois), tandis qu'on prêchait en français à Saint-Théodule et en allemand à la cathédrale.

Quoi qu'il en soit des origines de la ségrégation des brebis du dehors d'avec celles de l'intérieur, c'est de 1445 que date le premier document conservé attestant de manière sûre que Saint-Pierre est le véritable centre de culte des gens de Salins : le 3 février de cette année, les représentants de Salins entendent contraindre les hommes de la commune de Veyonnaz à contribuer à une taille levée par Salins « pour la réparation de leur église paroissiale Saint-Pierre de Sion et pour la cloche récemment faite (ou rénovée) dans ladite église paroissiale » (*pro reparacione eorum parochialis ecclesie Sancti Petri Sedunensis ac campana de novo edificata in dicta eorum parrochiali ecclesia*)⁸⁶. Ils se fondent sur une sentence rendue dans ce sens par l'évêque et ajoutent que les personnes de Veyonnaz, citées dans le monitoire de l'évêque, détiennent par héritage des biens importants dont les anciens possesseurs ont été ensevelis dans leur église paroissiale de Saint-Pierre. Les gens de Veyonnaz ne l'entendent évidemment pas de cette oreille : ils n'ont pas à contribuer, disent-ils, tout d'abord parce que cette sentence a été portée sans qu'ils en fussent informés, ensuite parce que dans leur commune de Veyonnaz il y a de nombreuses personnes ne possédant rien sur le territoire de la paroisse de Salins, enfin parce qu'il n'est pas coutume chez eux de contribuer à d'autres tailles que celles levées par leur propre paroisse (Nendaz). Les deux parties s'en remettent à l'arbitrage d'une commission qui devra délibérer le premier jeudi du carême. Si l'on ignore, faute de documents, la suite qui fut donnée à cette affaire, il est permis de penser que les Salinsards n'eurent pas gain de cause. Ce qui étonne cependant dans cette affaire, c'est que près de quatre siècles et demi avant d'être reconnue comme une paroisse autonome, la commune de Salins se comporte comme si elle en constituait une, tout à fait distincte de celle de Sion. Qui plus est, le rédacteur de l'acte ne devait pas, en tant que clerc, ignorer le statut de Salins. On ne voit pas pourquoi il parle ici d'« église paroissiale ». Sans doute le statut de filialité de Salins et de la banlieue par rapport à la paroisse mère de Sion n'était-il pas

⁸⁴ Si en 1410, la liste des contribuables sédunois ne compte encore qu'un faible pourcentage de noms d'origine germanique (ABS, tir. 29/n° 19), celle dressée vers 1441-1445 (ci-dessus notes 43 et 46) en comporte une très forte proportion, d'environ 40 %.

⁸⁵ ABS, tir. 56/n° 46.

⁸⁶ Ac Veyonnaz, Pg 23.

aussi évident qu'il n'y paraît de prime abord. Lors du procès avec Sion au sujet des tailles, les Salinsards déclareront n'être pas « de la même paroisse » que Sion⁸⁷, ce qui à leurs yeux les dispense d'y contribuer.

On sait relativement peu de chose, par les archives, de la vie de cette petite église Saint-Pierre. Elle est pourvue d'un cimetière — signe évident de son statut de centre paroissial — dans lequel on enterre encore en 1581-1582, en 1618 et peut-être même jusqu'en 1638⁸⁸. Nous avons vu qu'en 1445 l'entretien en incombait à la commune de Salins. Au cours du XVII^e siècle par contre, c'est la Bourgeoisie de Sion qui en assume la maintenance⁸⁹. Sans doute le fait-elle en tant que détentrice de la juridiction sur Salins, une fois réunies entre ses mains les charges de vidomne, de châtelain et de sautier⁹⁰. Le fait est que l'édifice est désormais bien délabré. Démoli vers le début du XIX^e siècle, il a sans doute contribué à fournir des matériaux de récupération lors de la construction de la grande église du Collège, édifée sur le site de l'ancienne chapelle de la Trinité (1806-1815)⁹¹. En 1618 déjà, lors de la visite qu'y effectue l'évêque Hildebrand Jost⁹², l'église, ainsi que les murs du cimetière, ont besoin de sérieux travaux de restauration. Tous les sacrements, sauf le baptême, y sont alors encore administrés ; le curé de la paroisse hors les murs étant en même temps vicaire de Sion (et donc bénéficiaire de l'autel Saint-Nicolas en la cathédrale), les baptêmes se faisaient sans doute à la cathédrale.

En 1796, Jean-Thomas Sierro, curé hors les murs depuis 1791, rédige son rapport sur l'état de la paroisse en vue de la visite pastorale de l'évêque⁹³. Il y a alors déjà fort longtemps que l'église Saint-Pierre est désaffectée, car il en parle ainsi : « ... je n'ai pas d'église propre ou annexée à mon bénéfice (Saint-Nicolas) si ce n'est peut-être l'église placée sous le vocable de Saint-Pierre, de Sion en laquelle, en tant que curé „forain” je vais chaque année à la fête patronale pour chanter l'office ; quant à son entretien, c'est à peine si je sais à qui il incombe ». Il avoue ne pas savoir si des messes y sont fondées et ajoute que depuis des temps immémoriaux⁹⁴ c'est la cathédrale qui sert de paroissiale pour la cure extra-muros aussi. Aux dires du curé Sierro, la paroisse hors les murs de Sion compte alors environ 130 feux. L'occupation essentielle de

⁸⁷ Sur ce procès, voir ci-dessus p. 46.

⁸⁸ Voir H.-A. VON ROTEN, art. cité ci-dessus note 83, p. 349 ; voir également ABS, tir. 167/n° 42 (élection de sépulture à Saint-Pierre).

⁸⁹ Voir à ce sujet F.-O. DUBUIS et A. LUGON, « Inventaire topographique des maisons de Sion aux XVII^e et XVIII^e siècles », dans *Vallesia*, t. XXXV 1980, p. 368.

⁹⁰ Voir ci-dessous p. 68.

⁹¹ André DONNET, *Guide artistique du Valais*, Sion 1954, p. 54, n° 33.

⁹² Ac Salins, P 14. On trouvera ci-dessous en annexe de larges extraits de ce document (pp. 77-78).

⁹³ Archives de l'Evêché de Sion (citées AES), tir. 144/n° 19. Voir les extraits que nous en publions en annexe, ci-dessous p. 83.

⁹⁴ On voit ici qu'un événement qui remonte à plus de 100 ans (le culte n'a été abandonné à Saint-Pierre que dans la seconde moitié du XVII^e siècle) est déjà qualifié d'immémorial.

cette population, à l'exception de quelques meuniers, est l'agriculture. Il n'a pas de doléances à émettre en ce qui concerne ses paroissiens de Salins, qu'il appelle par ailleurs les « pauvres d'outre Rhône ». Par contre, ceux de la Mura et de Montorge ne lui paient pas les prémices en vin et en seigle depuis des années et n'envoient presque jamais leurs enfants au catéchisme ; eux-mêmes ne paraissent que rarement aux offices paroissiaux. Le curé affirme n'avoir pas saisi de livre interdit hors les murs, si ce n'est chez un calviniste non encore converti, lequel, depuis sa récente conversion est désormais un modèle de vertu. Il ne connaît dans sa paroisse aucun suspect de concubinage ou d'hérésie. Il n'existe hors les murs aucune école ; quant aux sages-femmes, on les fait venir de la ville.

Toujours selon le curé Sierro, il se trouve plusieurs chapelles dans le territoire de sa paroisse (à savoir celles de Saint-Georges, de l'hôpital Saint-Jean, de Sainte-Marguerite et celle de Salins). Seule relève de lui celle de Salins, dédiée à saint François de Sales.

Depuis le milieu du XVII^e siècle, en effet, les habitants de Salins avaient eu souci de se pourvoir d'un lieu de culte au village même. Sans doute, comme en bien d'autres villages éloignés de leur centre paroissial, les distances à parcourir constituaient-elles un obstacle majeur à la fréquentation des offices et à la prompt administration des sacrements. La présence au village d'un sanctuaire, si modeste fût-il, était un premier pas vers la création d'une paroisse tout à fait autonome.

Le 1^{er} mai 1655, Jean, fils de feu Jean *Fossieri* (Fauchère) du village d'Evolène, vend à Mathieu *Stalder* et Barthélemy *Trollet*, syndics de la commune de Salins et agissant en son nom, une « salle » (*aulam*) avec sa cave, pour y édifier une chapelle (*unam aulam cum cella subsita, pro aedificando inibi sacello*)⁹⁵. Cette « salle » (ou grenier) est sise à l'entrée du village de Salins et touche le chemin public à l'est, les places des hoirs de Jean *Mattig* à l'ouest, le chemin et des places au sud, et le *lavyour* (lavoir) du patrimonial Jean *Kuntschen* au nord. Le prix de vente est fixé à 25 écus et demi.

Cette acquisition a probablement épuisé momentanément les capacités financières de la petite communauté. On ne put certainement pas mettre en œuvre immédiatement le projet. Ce n'est, en effet, que le 27 octobre 1686 que l'évêque Adrien V de Riedmatten procède à la consécration de la chapelle de Salins, placée sous le patronage de l'Immaculée Conception, et des saints Pierre et François de Sales. Le patronat de la chapelle est dévolu aux bourgeois de Sion. Le vicaire de Sion, curé de Salins, est chargé d'y célébrer quatre messes annuelles⁹⁶. Un bon siècle plus tard, à la veille de l'invasion française, le nombre des messes fondées aura passé à vingt-deux⁹⁷ ; il faut sans doute voir là, en même temps qu'un indice de la ferveur des habitants, un signe d'une amélioration des conditions générales de l'existence.

⁹⁵ Ac Salins, Pg 20.

⁹⁶ ABS, tir. 121/n° 34 : publié ci-dessous en annexe, pp. 79-80.

⁹⁷ AES, tir. 144/n° 19. Sur ce nombre, 7 messes avaient été fondées par la commune (Ac Salins, P 34, partage des biens bourgeoisiaux, 1798, où l'on prévoit, avant partage, la constitution d'un fonds garantissant ces messes).

C'est vers la même époque (1796-1797) que l'accroissement notable de la population⁹⁸ rend nécessaire un agrandissement du petit oratoire bâti au XVII^e siècle. Le curé Sierro exprime dans son rapport à l'évêque le désir de voir agrandi ce lieu de culte devenu par trop exigü⁹⁹. Monseigneur Joseph-Antoine Blatter entra dans les vues du curé Sierro et enjoignit, comme l'avait déjà fait son prédécesseur Mgr François-Melchior-Joseph Zen Ruffinen, aux communiens de Salins de prendre les mesures propres à cet agrandissement.

Le 29 juin 1797, assemblés après la messe en la maison communale, le lieutenant, les jurés et les communiens de Salins arrêtent les mesures à prendre pour la mise en route de ce travail¹⁰⁰. Il s'agira notamment de trouver un entrepreneur capable, les matériaux nécessaires, en recourant, pour le bois et le plâtre, à la bienveillance des bourgeois de Sion, et d'organiser le transport de ces matériaux à portée du chantier. On prévoit d'allonger l'édifice primitif de « deux toises franches » (environ 4 m) en direction de l'est. On déplacera également la grille de fer, que l'on fixera dans le nouveau pignon. Il est prévu de placer devant cette grille deux portes brisées qui pourront s'ouvrir à moitié ou totalement, ou rester fermées suivant le temps qu'il fera. Quant au petit clocher existant sur le pignon est, il ne sera pas déplacé et se trouvera, après les travaux, « à peu près au milieu de la chapelle ». Ce détail, qui nous donne la longueur approximative de l'édifice (env. 8 m), permet aussi d'affirmer que les travaux ont bel et bien eu lieu. Une photographie prise en 1890, seul témoignage qui nous reste de cette chapelle, récemment sacrifiée aux impératifs de la circulation, montre le nouvel aspect donné au sanctuaire par les travaux projetés en 1797. Le petit clocher, en effet, se trouve à peu près au milieu du toit de la chapelle. Deux niches pratiquées de part et d'autre du pignon est, au-dessus de la grille d'entrée, abritaient des statues, tandis qu'un Christ en croix occupait le haut de la façade. Tel était le modeste mais coquet sanctuaire qui devait servir de centre au rectorat de Salins depuis sa création (1837) jusqu'à sa transformation en paroisse autonome¹⁰¹.

Deux ans avant que les communiens de Salins n'entreprennent l'agrandissement de leur chapelle, une initiative privée avait doté les hauts du territoire de la commune d'un autre lieu de culte. Le 21 juin 1795, désireux de contribuer à la gloire de Dieu et au salut des âmes, Maurice de *Torrente*, ancien châtelain du vidomnat de Sion, rappelle le projet qu'il a conçu de transformer l'oratoire de son mayen, situé au territoire de Salins, au-dessus du village de Salins, et de l'ériger en chapelle¹⁰². Beaucoup de gens du voisinage,

⁹⁸ Comparer la liste des contribuables de Salins vers 1441-1445 (ci-dessous p. 76) où on compte environ 35 feux (soit une population d'environ 140 à 150 personnes) avec le chiffre du recensement de 1802 (232 âmes).

⁹⁹ Voir ci-dessous en annexe, p. 83.

¹⁰⁰ Ac Salins, P 32. Ce document est publié en annexe, ci-dessous p. 84.

¹⁰¹ La photographie de la chapelle de Salins est publiée dans André GUÉX, *Valais Naguère*, n° 100. — L'érection du rectorat de Salins en paroisse autonome eut lieu le 13 mars 1893, après la construction de l'église actuelle (AES, tir. 159/n° 35). Quant à la chapelle, elle était déjà désaffectée vers 1910 (voir pl. III).

¹⁰² AES, tir. 144/n° 52.

en effet, retenus par les travaux urgents, ne peuvent se rendre à leur église paroissiale pour y assister aux offices. L'évêque Joseph-Antoine Blatter ayant approuvé son projet, à condition que cette chapelle soit munie de tout le nécessaire, Maurice de Torrenté fonde trois messes dans la chapelle, dédiée à saint Jean-Baptiste, et assigne, pour garantir ces trois messes et l'entretien de la chapelle, un capital de cent écus sur son mayen. Le recteur de l'autel Saint-Jean-Baptiste en la cathédrale de Sion, bénéficiaire de cette dotation, devra assurer les trois messes annuelles et entretenir la chapelle. Cette chapelle, aujourd'hui désaffectée, me semble devoir être identifiée avec un petit édifice proche d'un chalet de la fin du XVII^e siècle situé dans la clairière des « mayens Lugon », en amont de la route qui relie Veysonnaz aux Agettes.

On y reconnaît sur la façade nord l'entrée, flanquée de deux petites fenêtres à arc surbaissé. Des transformations ultérieures ont rendu presque méconnaissable le volume originel de la petite bâtisse. La création de ce lieu de culte a dû rendre quelques services durant le XIX^e siècle, surtout pendant les séjours printaniers et automnaux dans les mayens, où les gens n'avaient pas toujours le loisir de descendre jusqu'à Salins, voire jusqu'à Sion, pour assister aux offices.

Salins sous la houlette des bourgeois de Sion

Nous avons vu, lors des querelles qui, au cours du XV^e siècle, opposèrent les communiens de Salins aux bourgeois de la ville, évoquer la question de l'appartenance du territoire de Salins à la juridiction de la châtellenie de Sion. La sentence rendue par l'évêque Walter Supersaxo en 1477 reconnaissait implicitement que, bien que sujet de l'évêque (principal seigneur), Salins relevait bel et bien de la châtellenie de Sion. Cet office avait alors passé depuis quelques décennies en mains de la bourgeoisie de Sion¹⁰³. Petit à petit, cette dernière resserre l'étau institutionnel sur cette portion de son immédiat arrière-pays. En 1560, elle rachète les droits du vidomnat de Sion¹⁰⁴, et y joint, bouquet final, ceux de la sauterie en 1601. Le 9 novembre de cette année¹⁰⁵, Barthélemy Wyss alias *Albin* donne à la ville de Sion, représentée par Nicolas *Kalbermatter*, consul, Nicolas *Wolff*, châtelain de la ville, Martin *Kuntschen*, capitaine du dizain et de nombreux autres bourgeois, « la sauterie et son office exerçable dans toute la baronie de Sion, selon la nature de cet office, et tel qu'il a été exercé continuellement jusqu'à ce jour à teneur de l'ordonnance faite à ce propos par les Magnifiques Seigneurs Bailli et députés des sept dizains en l'an 1534 »¹⁰⁶. A la sauterie est liée la juridiction et l'administration de la justice, « avec ses appartenances et revenus, au village

¹⁰³ Voir ci-dessus note 40.

¹⁰⁴ ABS, tir. 117/n° 32.

¹⁰⁵ ABS, tir. 121/n° 20.

¹⁰⁶ Les *Walliser Landrats-Abschiede*, vol. 3 (publ. par Bernard TRUFFER), Brig 1973, n'ont pas conservé d'allusion à cette ordonnance de la diète.

et dans le territoire de Salins». Six jours plus tard, les bourgeois de Sion, soucieux que ce fief d'hommage lige ne tombe en commise (c'est-à-dire fasse retour au seigneur : l'usage du pays veut qu'en cas de mutation de vassal, le nouveau tenancier prête hommage dans le délai de six semaines après son entrée en possession du fief), présentent à l'évêque, pour exercer la charge de sauter, le notaire Thomas *Patiens*, un de leurs combourgeois ; ils s'offrent à payer le *laudimium* (lod, droit de mutation dû au seigneur par le nouveau tenancier). L'évêque se contente d'en donner acte aux intéressés par une lettre testimoniale, et remet à plus tard sa décision à ce sujet¹⁰⁷. Sans doute Monseigneur n'était-il pas fâché de faire attendre quelque peu les protestants encore nombreux alors dans le conseil sédunois. Quelques mois plus tard, le problème n'est pas encore résolu : une supplique des bourgeois de Sion adressée à l'évêque à ce sujet fait allusion à la donation de la sauterie et de la châtelainie de Salins *vor etwas monatten* ; elle rappelle la présentation d'un des bourgeois comme répondant de ce fief et interroge l'évêque sur la possibilité de joindre l'office de la sauterie à celui de la châtelainie. Elle se termine sur le souhait d'une réponse favorable de Sa Grandeur¹⁰⁸.

Le 6 mai 1604, le conseil de la ville de Sion, ayant probablement résolu les problèmes de mutation de fief liés à l'acquisition de la sauterie, procède à l'installation du châtelain élu de Salins, Antoine de *Platea*¹⁰⁹. Dix messieurs du conseil sont désignés pour accompagner le châtelain, le présenter aux habitants du lieu et le mettre en possession de sa charge. Le lieutenant de Salins Jean *Anchenuz* est confirmé dans ses fonctions pour deux ans ; il jure, en même temps que sept autres communiens¹¹⁰, fidélité et obéissance aux Magnifiques Seigneurs Bourgeois de Sion. Les représentants de Salins protestent cependant pour le maintien de leurs coutumes, libertés et anciens privilèges, et demandent qu'il leur soit délivré acte, par une lettre testimoniale, de leur protestation.

Une fois obtenu l'aval de l'évêque, qui demeure en théorie le seigneur, c'est donc désormais la ville qui exercera, pendant près de deux siècles, tous les droits seigneuriaux sur Salins. L'exercice de ces droits (principalement ceux de justice) n'empêche évidemment pas la communauté locale de survivre et de continuer ses activités traditionnelles, malgré ce cadre institutionnel (surtout judiciaire) qui lui est alors imposé.

Voyons comment s'organisait cette administration sur le territoire de Salins. Le châtelain de Salins, élu parmi les patriciens sédunois, était représenté sur place par un lieutenant (ou vice-châtelain) assisté de ses jurés. Cet

¹⁰⁷ ABS, tir. 121/n° 22 (copie vidimée par les notaires Nicolas de Torrente et Balthasar Chappel, XVIII^e s.).

¹⁰⁸ ABS, tir. 121/n° 44.

¹⁰⁹ ABS, tir. 121/n° 25.

¹¹⁰ Il s'agit de Pierre *Rymboz*, ancien lieutenant, Martin *Firganti*, Charles *Risicquer* (ces deux derniers bourgeois de Sion), Benoît et Jean *Anchenuz*, frères, Michel *Rotzo*, boulanger et habitant de Sion, Pierre *Nanscho*, Mathieu *Stalder*, Antoine *Besson* et Pierre *Udri alias Berna*, tous communiens de Salins.

officier local n'est pas une innovation apportée par le passage de la juridiction aux mains des bourgeois. Il est maintenant le remplaçant sur place du châtelain de la ville comme il l'était auparavant du sautier (de l'évêque). Il est élu sur présentation de la commune par le conseil de ville de Sion. Ainsi par exemple, en novembre 1609, le poste de lieutenant de Salins étant à repourvoir, la commune présenta trois candidats au choix des Magnifiques Seigneurs, ce qui n'eut pas l'heur de plaire à ces Messieurs qui désiraient qu'on en présentât quatre. Aussi la commune, par ses procureurs, « soucieuse d'obtempérer aux ordres de leurs seigneurs les bourgeois » (*maxime anhelans mandatis eorum dominorum civium obtemperare*), s'exécute en présentant le lieutenant sortant Jean Anchenuz, Antoine Besson et les frères Benoît et Jean Anchenuz¹¹¹. Dans le même document les Salinsards déclarent contraire à l'usage que le sautier veuille s'attribuer plus de droit à Salins que l'officier du lieu (lieutenant). En effet, selon l'usage en matière d'*expeditio* de biens meubles (saisie de gages et enchères), le sautier a droit à 2 sols, l'officier du lieu aussi, et chacun des jurés à 1 sol (sous réserve du déplacement du sautier, *reservato sallario itineris dicti saltheri*). De même, pour les investitures (mises en possession) et les limitations de propriétés, le sautier a droit au repas avec le lieutenant et ne doit pas avoir un salaire plus élevé que lui. Toujours selon l'usage de Salins, le lieutenant a le droit de choisir lui-même ses jurés (ou assesseurs). Après l'exposé de ces divers points, la commune demande au conseil des bourgeois de bien vouloir mettre par écrit les règles que devra suivre le sautier.

Les Magnifiques Seigneurs prêtèrent une oreille bienveillante à la supplique de leurs administrés, puisque, le 12 février 1610 déjà, ils édictaient quelques règles concernant la juridiction de Salins¹¹². Dans le préambule de son ordonnance, le conseil rappelle la coutume des gens de Salins de présenter tous les deux ans au choix du conseil un officier ou lieutenant, coutume qu'il entend conserver ; il émet le vœu que le châtelain et le sautier puissent dorénavant exercer au mieux leurs charges respectives, et en conséquence il ordonne :

1° Tous les deux ans, ou en cas de changement de châtelain par le conseil, la commune présentera aux bourgeois quatre hommes capables (*probos viros et ad hoc sufficientes*), parmi lesquels le conseil élira le lieutenant, qui prêtera serment d'administrer loyalement sa charge.

2° Les amendes majeures (*banna maiora*) excédant trois livres reviennent au conseil.

3° Quant aux amendes mineures, le lieutenant en recevra le tiers, après mitigation par le conseil. C'est lui cependant qui est chargé d'en percevoir la totalité.

¹¹¹ ABS, tir. 121/n° 27.

¹¹² ABS, tir. 121/n° 28.

4° Le sautier de Sion a droit, pour chaque mandat, à 3 gros (1½ sol) pour le déplacement et 1 gros pour l'exécution du mandat (sous réserve d'une modification des statuts généraux de la patrie).

5° En cas de saisie de gages, de visite ou de taxation de biens ou de récoltes, le châtelain et le sautier recevront, en plus de leur indemnité de déplacement, 3 gros, et leurs jurés chacun 6 quarts (¾ de sol).

6° Les mêmes émoluments reviendront au lieutenant s'il est appelé à siéger comme assesseur avec le châtelain et le sautier.

7° Si le lieutenant est juge dans une saisie de gages, une vision locale ou une taxation de biens, il recevra pour sa peine 3 gros et chaque juré 6 quarts.

8° Pour les limitations, saisies de gages immeubles, enquêtes pour crime de sang, le juge et ses assesseurs ont droit au repas.

9° Dans les saisies de biens meubles, le châtelain, le sautier et le lieutenant ne pourront être assistés que de deux jurés ; dans les causes immobilières ou de sang, ils ne pourront, sauf extrême nécessité, s'en adjoindre que trois.

10° Pour porter les sentences, le châtelain (ou le lieutenant) aura 3 gros et chacun des jurés 6 quarts. Les avocats des parties recevront chacun 1 gros.

11° S'il arrivait qu'une sentence soit portée en appel par le châtelain ou par le conseil, les bourgeois ne pourront pas excéder le tarif qu'ils appliquent sur leurs autres juridictions (Granges et Bramois).

12° En ce qui concerne les contumaces (non-comparution en justice), envers ceux du dehors, les gens de Salins se conformeront aux lois générales du pays ; entre eux, le contumace paiera pour le déplacement et la comparution de la partie adverse 2 quarts, pour les frais d'avocat (*advocatio*) 1 gros, et pour les testimoniales de contumace (attestations) 1 gros. Les gardes qui feront les intimations ne pourront exiger plus de 2 quarts ; s'ils agissent sur mandat du lieutenant, ils auront droit à 1 gros pour chaque intimation.

13° Quant aux gardes, on leur enjoindra chaque année, lors de leur élection, d'avoir à faire connaître à l'offensé tout dommage dont ils auront eu connaissance, et ce dès le dimanche suivant, par voie de crie en l'église Saint-Pierre, moyennant le salaire en usage jusqu'à ce jour.

14° Si quelqu'un fait, auprès du châtelain ou du conseil, appel d'une sentence portée par le lieutenant, et que pour cette raison celui-ci doit se rendre à Sion, il touchera pour son chemin la même indemnité que touche le sautier quand il doit aller à Salins.

On remarquera que les préoccupations essentielles des nouveaux « seigneurs » de Salins sont du domaine de l'administration judiciaire. Il s'agit surtout de fixer de manière aussi minutieuse et complète que possible les émoluments que pourront percevoir, à tous les niveaux de la hiérarchie, ceux qui sont chargés des tâches de police (jurés, gardes) et de justice (lieutenant, sautier, châtelain).

Cette structure administrative n'a laissé que peu de traces de son activité sur le territoire de Salins. La rareté de ces sources doit sans doute être attribuée au fait que ces charges se transmettant souvent de père en fils, les

documents ont très souvent subi le sort de fonds de famille aujourd'hui disparus. Quelques textes permettent cependant de voir fonctionner *in vivo* cette justice.

Le 22 novembre 1695 ont lieu à Salins des « assises judiciaires » par-devant le châtelain du vidomnat, Barthélemy *Barberin*, assisté de l'ancien châtelain Jean *Kuntschen* et du sautier de Sion, le notaire Adrien *Collumbini*¹¹³. Tour à tour, le lieutenant, les jurés et les gardes de la commune de Salins viennent faire leurs dépositions devant la cour. Mathieu *Stalder*, lieutenant en charge, accuse Jean *Pellissier* d'avoir volé du foin dans la grange du châtelain *Kuntchen* ; sa déposition est corroborée par celle de Jean *Rimbo*, ancien lieutenant, qui ajoute que ledit Pellissier a en outre vendu, pour en faire des cercles (de tonneau), à maître Jacques *Anderegg*, des bois qui ne lui appartenaient pas. L'ancien lieutenant accuse encore Jean *Lagger* d'avoir pris une pièce de frêne chez lui et d'avoir, au mépris des avertissements, construit une clôture au préjudice du chemin public. Barthélemy *Trollet*, juré, n'a rien à déclarer, de même que ses collègues Antoine *Stalder*, André *Fillie*, André *Zarvet* et Jean *Wuisso*. Le garde Jean *Quaro* confirme l'accusation portée contre Jean *Pellissier* ; il accuse aussi Jean *Lagger* de l'avoir menacé de son bâton lorsqu'il voulait prendre en gage ses bêtes qui paissaient sur les biens du lieutenant *Rimbo*. Jean *Rosso* est accusé d'avoir coupé deux cerisiers et d'avoir dissimulé leurs troncs avec des pierres et de la terre. Enfin Pancrace *Cortey*¹¹⁴, garde du bisse, dépose qu'André *Fragniere* a pris deux tiers de l'eau au lieu d'un, et que (le garde l'ayant probablement admonesté) il lui a répliqué d'un coup du manche de sa pelle à l'estomac (*se deponentem manubrio pale ad stomachum percusserit*).

Le 27 janvier 1696, le châtelain prononce son jugement contre André *Fragniere*¹¹⁵. Ce dernier dut probablement regretter sa réaction un peu vive. Il devra payer 33 écus et 20 gros, somme dans laquelle sont compris tous les frais d'enquête et de procédure (déplacements et frais du sautier et de ses assesseurs, frais du lieutenant, frais d'incarcération et de comparution). Un procès-verbal d'assises du même genre, daté du 10 décembre 1699, nous a été conservé¹¹⁶. On y assiste, à peu de choses près, au même genre de délits : vols d'eau, de légumes, d'outils, coups et mauvais traitements.

Un autre domaine de l'activité souveraine des Magnifiques Seigneurs sur le territoire de Salins, qui a laissé quelques traces dans la documentation d'archives¹¹⁷, est celui des « viances », c'est-à-dire des parcours officiels de reconnaissance des limites des biens publics et particuliers. Cette prérogative,

¹¹³ ABS, tir. 121/n^{os} 38-39.

¹¹⁴ On voit que certaines familles bagnardes (*Trollet*, *Cortey*) n'ont pas attendu la sécularisation des biens du clergé pour s'installer à Salins, elles s'y sont déjà établies dans le cours du XVII^e siècle.

¹¹⁵ ABS, tir. 121/n^o 39.

¹¹⁶ ABS, tir. 121/n^o 42.

¹¹⁷ Voir entre autres ABS, tir. 121/n^o 35 et Ac Salins, Pg 10-11 ; voir également AEV/AVL 235 passim.

que la ville avait héritée en même temps que les droits du vidomnat (achetés en 1560 du dernier des Chevron)¹¹⁸, permet, par les documents qu'elle a laissés aux archives de la bourgeoisie, de vérifier que les limites du territoire n'ont guère changé entre l'Ancien Régime et nos jours. Elle donne en outre la possibilité de retrouver d'anciens noms de lieux, parfois difficiles à situer avec précision sur le terrain¹¹⁹.

En marge de la structure judiciaire que représentent le châtelain, le sautier de Sion, le lieutenant et ses jurés, continue de survivre celle, très rudimentaire, de la communauté locale. Ses deux procureurs, élus par l'assemblée des communiens, continuent de gérer les intérêts vitaux de la communauté, qui sont restés les mêmes qu'au Moyen Âge. Ils rendent, tous les deux ans, compte de leur administration à l'assemblée des communiens. Seuls quelques fragments de ces comptes nous sont parvenus pour la période qui nous occupe¹²⁰. Cette rareté s'explique par le fait qu'une fois approuvés, ces comptes ne présentaient plus aucun intérêt pour ceux qui les avaient rédigés, un peu comme nos récépissés postaux dont il nous arrive périodiquement de nous débarrasser. Les quelques-uns qui nous sont parvenus permettent cependant d'entrevoir quels étaient les soucis majeurs de cette administration très simple.

Au chapitre des recettes, tout d'abord, elle tirait ses ressources, non pas comme de nos jours d'un impôt communal, mais de l'albergement (location à terme) de ses biens-fonds. Les amendes pour non-observation des règlements communaux constituaient sans doute aussi une source de revenus. Seuls des frais tout à fait exceptionnels (achat ou réparation importante d'un bâtiment commun) pouvait justifier la levée d'un impôt.

Au chapitre des dépenses, on enregistre les frais de quelques messes fondées par la commune, les salaires du marguillier, des jurés et des procureurs. Pour le reste, tout tourne autour des quantités de pain, de fromage et de vin distribuées ou consommées lors de « manœuvres » (corvées communes) de bisses ou de chemins, lors de fêtes importantes (Noël, Pâques et surtout Pentecôte, où la confrérie du Saint-Esprit organisait, comme partout, une agape), lors des assemblées de communiens (pour l'élection des gardes, des procureurs ou la reddition des comptes) ou lors des visites des cheminées (en prévention des risques d'incendie) et des visites des « clairons » (probablement des gens qui, munis de cet instrument, pouvaient, en cas de danger, sonner l'alarme de chacun des hameaux de la commune)¹²¹.

¹¹⁸ Ci-dessus note 104.

¹¹⁹ La pl. I donne les lieux-dits anciens qu'il m'a été possible de localiser.

¹²⁰ Ac Salins, P 20-21 ; ces deux fragments de compte communal sont publiés ci-dessous, à titre d'exemple (annexe p. 81). Dans certaines autres communes on a conservé systématiquement tous les comptes des syndics (comme par exemple à Bramois, où l'on dispose d'une série allant du milieu du XVII^e siècle à la fin de l'ancien régime) ; on remarque que les charges essentielles y sont à peu de choses près les mêmes qu'à Salins.

¹²¹ A Bramois aussi la « visite des clairons » revient régulièrement dans les comptes annuels des syndics (Ac Bramois, G 27-28).

À la veille de l'invasion française de 1798, sans doute pour éviter une confiscation, l'assemblée des communiens de Salins décide, le 12 mars, de procéder au partage entre les « freres communiens de Salens » de tous les biens meubles et immeubles¹²². Le document qui en est résulté permet d'estimer la fortune de la commune et de connaître les familles alors bourgeoises¹²³. Sur les 70 communiens de Salins (tous du sexe fort), 9 sont des Messieurs de Sion des familles de Torrente et de Kalbermatten, 2 sont établis à La Verna et 3 à *Maragnié* (Maragnena). Pour les autres, ils habitent le territoire de la commune, 3 à Turin, 2 à Arvilard, 10 à *Pradonda* (Pravidonda), 13 à *Mézerié* et 28 à Salins même. Il y avait donc alors 56 communiens ayant droit au partage résidant dans les divers hameaux de la commune. Ces 56 mâles (répartis sous 28 noms de famille) ne représentent pas le nombre de feux de la commune, car y sont compris les célibataires vivant en ménage commun avec leur père. Le recensement de 1798 dénombre 227 âmes et celui de 1802 (dont la liste est conservée) en compte 232, réparties en 48 feux ; le coefficient de 4,8 par feu indique des familles assez nombreuses.

Quant à la fortune de la commune en 1798, elle comprend la « forêt commune », dont on ne donne pas la surface, et qui va être partagée en 32 portions égales, la maison commune et 9 « albergements » (possessions louées à des particuliers) d'une surface totale de 23 553 toises, soit un peu moins de 10 hectares de prés et champs, et dont la valeur est estimée à 635 écus. Les communiens auront en outre à se partager 1412 écus sous forme d'obligations. Une fortune somme toute assez modeste : à Sion, où le partage ne porte que sur une partie de la masse totale des biens (moins de la moitié)¹²⁴, le montant total des édifices, biens-fonds et mobiliers divers partagés, s'élève à 152 987 écus. Il existe donc, on le voit, un véritable fossé entre la situation confortable de la cité patricienne et celle de la petite commune paysanne. Si le rapport de population entre Sion et Salins est alors d'environ 10 à 1, celui des fortunes publiques pourrait bien se situer entre 50 et 60 pour 1¹²⁵. Il est très vraisemblable que les fortunes privées, sur

¹²² Ac Salins, P 34. Ce partage des biens communs n'est pas un cas unique : à Sion, les bourgeois font de même entre le 11 et le 24 mars (ABS, tir. 249/n° 32). Sans doute de nombreuses autres communes en faisaient-elles autant. La première mesure que prend l'Assemblée représentative provisoire, le 17 mars, est la suspension du partage des bourses et biens communaux ; voir André DONNET, « Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798. — IV. De la république des Dix-Dizains au canton de la République Helvétique (16 mars-6 mai 1798) », dans *Vallesia*, t. XXXV, p. 23.

¹²³ Voir ci-dessous annexe n° 7, p. 85.

¹²⁴ Il est impossible d'estimer exactement la part de la fortune totale qui est soumise au partage : le document (ABS 249/n° 32) n'indique une taxe que pour les biens partagés, et se contente d'énumérer les autres. On peut cependant affirmer que plus de la moitié des biens demeurent en masse commune (24 des 36 bâtiments, les forêts de Thyon et de Veysonnaz, tous les terrains de la plaine, etc.).

¹²⁵ Le recensement de 1802 dénombre 2247 âmes à Sion pour 232 à Salins. Quant à la fortune totale de la bourgeoisie en 1798, c'est être chiche que de lui attribuer 300 000 écus ; c'est être généreux que d'en attribuer 5000 ou 6000 à Salins.

lesquelles nous n'avons guère de données, n'étaient pas plus brillantes que celle de la collectivité. Cette grande pauvreté de Salins sera la cause d'un recul démographique dans les premières décennies du XIX^e siècle. Il faudra attendre les années 1850 pour retrouver le chiffre de population de 1802¹²⁶.

¹²⁶ *Annuaire statistique du canton du Valais*, publié par l'Office cantonal de statistique du Département des finances, Sion 1978, pp. 48-49.



Pl. I. — Le territoire de la commune de Salins (sur la base du plan du Service des Mensurations cadastrales du canton du Valais). Echelle 1 : 10 000. — Le trait continu indique les limites du territoire communal.

Nous avons ajouté les noms de cours d'eau et de lieux rencontrés dans la documentation, et que nous avons pu situer.

Cours d'eau :

- a) torrent de la Fragnière ou de Pra Ryon ;
- b) torrent des Bueys ;
- c) torrent du Fio ou torrent *Merdoux* ;
- d) torrent du Moulin ;
- e) torrent de la Croix ;
- f) torrent de Lavacon ou de la *Gotteta*.

Lieux-dits :

- 1, Colloc (Kohlloch, trou à charbon) ;
- 2, Clivaz ;
- 3, Bougnatire ;
- 4, Rougères ;
- 5, Prachesaux ;
- 6, le Moulin ;
- 7, Toulaz ;
- 8, Pra Bâtard ;
- 9, Clivaz ;
- 10, Clos (Clou) ;
- 11, Plon ;
- 12, Pré des Chèvres ;
- 13, le Saillen (*Chaillen*) ;
- 14, Pra Rochet ;
- 15, Crein ;
- 16, la Fragnière ;
- 17, Rouetta ;
- 18, Millière ;
- 19, Pra Magnyn ;
- 20, Grange Neuve ;
- 21, les Bouës ;
- 22, Zaquemoud.



Pl. II. — La chapelle de Salins, vue de l'ouest, vers 1910 (Archives cantonales).
Reproduction : Bernard Dubuis.



Pl. III. — L'autel baroque de la chapelle de Salins, vers 1910
(Archives cantonales). Reproduction : Bernard Dubuis.



Pl. IV. — La chapelle de Salins vue de l'est, vers 1895 (Collection André Guex, publiée dans *Valais naguère*, Lausanne 1971, n° 100, et reproduite ici avec son aimable autorisation). Reproduction : Jean-Marc Biner.

ANNEXES

1. Liste des personnes soumises à la taille, s. d., vers 1441-1445

ABS, tir. 29/n° 31 ; les pp. 1-20 et 25-29 concernent Sion et le reste de la baronnie. On trouve ici la partie du document consacrée au territoire de Salins (pp. 21-22).

Secuntur pose territorii et parrochie Sancti Petri Sedun. de Sallens Thourins, Miserie, Arvillar, tam pratorum, camporum, silvarum quam nemorum.

- Et primo Anthonius Tholla, XXIX, dimidiam domum habitationis cum quatuor grangiis
Item Johannes, filius Yanini Darvillar et eius fratres, XXVI, domum cum II grangiis
Item Yanyus Albi de Thouryn, XLta, domum cum IIIlor grangiis
Item Johannes Darvillar, XVI, domum cum una grangia
Item Georgius dou Thovel, XLta, duas domos cum IIIlor grangiis
Item Johannodus Guillermin, XVII, domum cum IIIlor grangiis
Item Yanyus Hungers, III falc(atas)
Item Petrus Pinar, XVIII, domum cum III grangiis
Item liberi Willelmi Fragnyery, VI, dimidiam domum dirutam
Item Humbertus Fragnyery
Item Henricus Glassey de Nenda, IIIlor falc. prati cum grangia
Item Willermodus et Johannes Nycoley, VI, domum cum grangia
Item Humbertus et Johannetus Poul, XXI, cum tribus grangiis
Item Willelmus de Praz, XI, cum duabus grangiis
Item hospicius Humberti Michael, XII, cum tribus grangiis
Item Romerius de Cuemel, XII, cum IIIlor grangiis
Item Martinus et Willermetus Marieto, VII, cum una grangia
Item Petrus Zazer, VI, domum et mediam grangiam
Item Johannes Johenan, VII, domum cum duabus grangiis
Item Johannes et Anthonetus Perretan, IIIlor, domum cum dimidia et I grangiam
Item Anthonius Alanthoni, XXXta, tam pratis campis quam vineis, cum duabus domibus et tribus grangiis
Item Anthillio Lieboz, VI, dimidiam domum cum grangia
Item Johannes de Prato de Sancto Leonardo, VI, dimidiam domum et dimidiam grangiam
Item Mauricius Johenan, IIIlor, incluso putatorio vinee, cum domo et grangia
Item Guillelmus Benedicti, IX, domum cum grangia, mediam domum Sed.
Item Jacobus Nycoley alias Deys, XII, domum cum grangia
Item heredes Johannis Jaqueti, XV, domum cum duabus grangiis
Item Johannes, filius Anthoneti Amyczon, XVIII, domum et II grangias
Item Willerma eius soror, IIIlor, domum cum grangia
Item Thonymus Brigant, III, dimidiam domum
Item Henslinus Phaster, dimidiam domum
Item castellanus sedun. V, domum cum grangia et duabus ortis
Item Johannes Corderii, III posas
Item Johannes, filius Hugoneti de Sallens, IIIlor

Item Johannes Jaquemin, VII, dimidiam grangiam
Item idem et fratres sui, unam domum
Item Agnes, filia Hugoneti de Sallens, V cum dimidia
Item Mauricius de Furno, II
Item Nycodus Rumalyer, XIII, cum grangia.

A chacun de ces noms est jointe une annotation marginale : c'est soit *fuit*, pour trois d'entre eux, à savoir Henslin Phaster, le châtelain de Sion, et Jean Cordonerii, soit *non fuit* pour tous les autres. Je n'ai pas réussi à saisir la signification de cette indication.

2. Visite pastorale de l'église Saint-Pierre de Sion, 20 septembre 1618

Ac Salins, P 14 (extrait).

Le préambule décrit la suite de l'évêque et l'accueil que sont venus lui faire les paroissiens de Saint-Pierre au bas du château de la Majorie, ainsi que la procession jusqu'à l'église. On en vient ensuite directement à la liste des déficiences constatées.

/.../ Qui veniunt reparandi defectus in eadem ecclesia reperti.

Primo, altare non est consecratum; etiam de ecclesia dubitatur num sit consecrata, ergo notandum.

Habenda veniunt nomina habitantium Salens.

Alia coopertura pro diebus dominicis et solemnibus altari comparanda.

Lampas ardens sit jugiter singulis diebus solemnibus.

Lapis portatilis dubitatur an sit consecratus.

Ex ligno de novo struendum aliud scabellum altaris.

Crux purgetur infra tres dies.

Altare fiat ... pro duabus ... infra sex hebdomadas.

Imagines coloribus perlustrentur.

Dealbetur ecclesia et chorus depingatur.

Calix purgetur cum patena infra triduum.

Constituant parrochiani ex ipsis aliquem marticularium.

Quatuor fiant purificatoria.

Duae mappae altaris pro solemnitatibus.

Osculum pacis renovandum coloribusque decorandum.

Antipendium honestum comparandum pro diebus solemnibus.

Duo altaria auferantur a conspectu chori et ipsorum loco cancelli lignei fiant.

Fiat solum ligneum.

Vestimenta in genere restaurentur.

Fiat alba ex mediocri tela.

Duae inferiores fenestrae a septentrione cancellentur.

Cooperiatur ecclesia.

...

Scalae lapideae auferantur.

Purgetur caemiterium et muri restaurentur.

Ossarium fiat pro recondendis ossalibus defunctorum.

Altare ante portam ecclesie reparetur (aut) reficiatur.

Porticui caemiterii valvae fiant.

Cacabus aquae lustralis appendatur iuxta pulpitum.

Scamnum mortuorum fiat ac coopertura honesta.

Mortuarium venit solvendum. Pro aliquo defuncto singulis diebus dominicis infra coronam anni offeratur grossi unius panem cum candela vel grossum ipsum cum candela.

Imposterum non pulsetur pro missa diebus dominicis et solemnibus quibus habetur concio celebranda, usquedum eiusdem concionis in inferiori campanili audiat.

Singulis diebus dominicis et festis ad missam accedant parrochiani.

Item singulis diebus dominicis fiant duae processiones, prima pro defunctis ante missam, et post pro vivis.

Festum SS. (Petri et) Pauli ab ... per parrochianos ... sub arbitra...

Sexies in anno maxime in diebus s(olemnibus) panem afferant benedicendum.

Cadavera sepeliantur de mane.

Nuptiarum solemnisatio in eadem ecclesia fiat.

Primitiae solvantur melius quam hactenus sub poena dupli.

In summa omnia (praeter baptisma) sacramenta in dicta ecclesia administrantur.

Item, quando deferendum erit Venerabile Sacramentum ad villam de Sal-lens, praemoneant vicarium maturius solito.

Suppetenda sunt ligna ex sylva Illustrissimi Reverendissimi D D episcopi et Magnificorum Dominorum Civium Sedunensium pro semel in usum eiusdem ecclesiae, pro cancellis et lobio tantum.

In quibus praemissis nullus erit parte vestra defectus, in quantum Deo nobis obaedire mandatisque suis ac nostris satisfacere affectatis.

/.../ Suit la liste des dons consentis en faveur de l'église Saint-Pierre.

Nos supralibatus episcopus dedimus altare portabile unacum casula holoserica per nos comparanda.

Venerabile Capitulum Sedunense, propter eiusdem ecclesiae antiquitatem utique unam holosericam casulam dabit.

Multum Reverendus ac pius dominus Hiltebrandus Jodocus, decanus Valle-riae, velum calicis comparabit.

Venerabilis Dominus Aegidius Jodocus, canonicus Sedun. dedit missale.

Fenestra a parte dextra ex vitro curabit fieri nobilis dominus Anthonius A Platea, oeconomus noster.

Nobilis dominus Bartholomaeus de ... chororum depingi curabit ac aliam ... holo(sericam)...

Nobilis Jonas Super Saxo mappam unam dedit et insignem crucem.

Literis perpolitus ac eruditus Franciscus Jodocus, sustentaculum ferreum pro appensione lampadis.

Ingenuus adolescens Joannes Waldinus, crucifixum coloribus decorari.

Egregius Joannes Piemont armarium iuxta altare restaurari procurabit. Et haec omnia eorum propriis expensis procurabunt comparari.

Datum Seduni in arce episcopali...

3. Acte de consécration de la chapelle de Salins, 27 octobre 1686

ABS, tir. 121/n° 34.

Nos Adrianus de Riedmatten Dei et Apostolicae Sedis gracia Episcopus Sedunensis, Comes et Praefectus Vallesii, Sacrique Romani Imperii Princeps etc.

Universis et singulis praesentibus et futuris, quorum interest, notum sit et manifestum quod parte proborum hominum Communitatis de Sallens, dioecesis nostrae Sedunensis nobis fuerit expositum qualiter pio devotionis zelo, et aliis spiritualibus moti necessitatibus statuerint sacellum in dicto loco, ad honorem et patrocinium Immaculae Conceptionis Reverendissimae Dei Genitricis Mariae Virginis, Sanctorum Petri apostolorum principis, et Francisci Sallesii Episcopi, sub Magnificorum Dominorum Civium Sedunensium adjutrice manu et juvamine erigere, ornamentis et utensilibus necessariis munire, ac aliquas missas annuas fundare, et denique perpetuis conservare temporibus. Quod totis animis affectantes humiliter supplicaverint eam sibi gratiam et approbationem, jus autem patronatus praefatis Magnificis eorum altis inibi dominis concedi. Cum autem nostra intersit prospicere ut huiusmodi pia Christi fidelium opera quo magis in divini cultus augmentum tendere elucescant approbatione et auctoritate nostris roborentur, Nos igitur, attenta humili dictorum hominum supplicatione, ad pios fines tendente, quae merito Nos movit ad perpendendum attentius meritum petitionis, siquidem agatur pro honore et gloria Dei animarumque salute, quarum rationem Deo ex pastoralis officio nostro reddere debemus, eandem foundationem et supplicationem dictorum hominum, auctoritate qua hac in parte in Domino fungimur, admittimus, approbamus, concedimus, auctoritatemque nostram interponimus, ita ut perpetuis abinde temporibus debite conservetur et quatuor inibi missae annuae celebrentur vel celebrari curentur per Reverendum Dominum vicarium sedunensem, curatum de Sallens, si praefatis Magnificis Dominis patronis Civibus Sedunensibus eidem legendas dare libuerit ; quibus proinde jus utique patronatus cum privilegiis et praerogativis patrono juxta jus canonicum competentibus, admittimus et tribuimus, nobis autem et successoribus nostris collationis et institutionis jus reservantes.

Quibus sic veris existentibus, et fabrica eiusdem ad finem feliciter perducta, Nos praefatus Episcopus, ad hodie subdicta die illud ipsum sacellum, divina interveniente gratia et omnibus melioribus modo et forma quibus fieri potuit et debuit, benediximus et dedicavimus, anno ab incarnati Verbi Misterio labente summa millesimum sexcentisimam octuagesimo sexto, die vigesima septima mensis octobris, indictione nona cum eodem anno sumpta, praesentibus Perillustribus Admodum Reverendis et Venerabilibus Dominis Adriano Jergen cantore, Joanne Martino Barberin, Antonio Im Winckelried SSae. Theologiae doctoris, canonici sedun., Antonio Cleyvaz nobis a sacris, Christiano Zimmerman, vicario sedun., loci curato, Jacobo Cudratz clerico sedun., Reverendis in Christo patribus Joanne Ludovico, guardiano et Adriano a Seduno, capucinis, necnon praenobilibus, generosis, eximiis, praestantibus, spectabilibus et prudentibus dominis Antonio de Torrente, moderno vicedominatus sedun. castellano, Joanne Antonio de Monthays, nuper primario consule et magno castellano, nunc autem inclityae civitatis sedun. quaestore, Arnolde Kalbermatter nuper equidem magno castellano et alias in servitio Regiae Celsitudinis Ducis Sabaudiae capitaneo militari, Antonio Wyss et Josepho Kalbermatter non pridem praetacti vicedominatus sedun. capitaneis, Paulo Gröly praefatae civitatis secretario, Stephano Liviodi sindaco moderno, Joanne Kuntschen patrimoniale, Antonio Kalbermatter pridem

in servitio Christianissimi Galliarum Regis capitaneo, Petro Mauritio Kalbermatter alias sindaco, Adriano de Montheys nostro senescallo, Petro Mauritio de Riedmatten equite, Emanuele Kuntschen, omnibus civibus sedunensibus, necnon prudentibus Joanne Francisco Burgener burgense Vespiae, Joanne Jergen incola Seduni, procuratore nostro fisco infra Morgiam, aliisque ecclesiastici et saecularis status personis magno numero devote adstantibus.

In quorum fidem praesentes manu et sigillo nostris juxta notarii apostolici Curiae nostrae secretarii subsignem munivimus.

Adrianus episcopus Sedunensis

Christianus Schillig
secretarius

(Sceau plaqué)

4. Fragments de compte des syndics de Salins, 1741-1742 et 1743-1744

Ac Salins, P 20 et 21.

	<i>Ecus</i>	<i>Batz</i>
...		
Item encore (lors)qu'on a travaillé en la Revenar, 3 quarterons	1	1
vin, 3 pains et 3 livres fromage, en tout	1	10
Pour Pentecoste un fichelin froment	0	16
le jour qu'on a fait le pain pour Pentecoste 2 quarterons de vin	0	8
pour une clef neuve	1	
en automne pour traveaux des chemins un fichelin de pain	...	48
item 12 livres de fromage
item demy setier de vin		
1742		
12 livres fromage pour Paque	0	48
pour la visite des clairons 5 pains et 9 livres de fromage	1	11
pour Pentecoste deux setiers de vin	4	
item un fichelin de froment	1	10
item encore 7 quarterons de vin	1	6
item en automne lorsqu'on a repassé le vieux comte, en pain,		
fromage et viande	3	34
le lendemain de Pentecoste en réparant le chemin tendent en la		
Chiffausaz, six livres de fromage	0	24
item lorsqu'on a fait Jean Tenschen garde, 6 livres fromage et		
5 pains, en tout	1	
(verso)		
pour le Curé pour la m(esse) ...		
coste ...		
aux marguillier pour 1742 ...		
à Jean Trolliet pour journées de deux années	1	34...
à son frère Joseph autant	1	34
à Mr Bernard Lager pour deux ans	1	22
aux père d'icelluy pour 1741	0	36
pour ses propres journées de deux ans	0	3...
... débourcées font en tout	38	17
suivent les reques dudit procureur en cences provenantes des		
obligations communes des années 1741, 1742	42	9
duquel sompme (?) deduit ce qu'il a debourcé comme devant est		
marqué sçavoir * 38 – 17, il redoit à la communauté	3	42
de quoy luy reviennent pour salaire de deux années	2	
il redoit finalement encore	1	42
le jour même du present comte il a fournys le montant en vin et		
fromage		

Ainsy quitte

Conte ... par les honnêtes Stephan (Eyter) et Antoine ..., comme procureurs de la louable Communauté de Sallens, pour les années 1743 et 1744

En présence des honnêtes Jean Eyter lieutenant, ainsy que des jurés et communiens assemblés dans la maison de la communauté dudit lieu ce 29 janvier 1745

Et premièrement suit le comte du dit Stephan Eyter

suivent ses déboursées

	<i>Ecus</i>	<i>Batz</i>
Payé aux vieux procureurs Lagger et Stalder	écus 3	
Le jour des comtes un quarteron de vin	0	12
le jour de manœuvre en Fragnierre demy setier et trois pots de vin	1	15
ledit jour, en pain et fromage	2	20
pour travail en la Revena, en vain (!) en pain et fromage	1	34
pour vin de Pentecote setiers 2 1/2	5	
la moitié du payement de la messe	0	10
despens pour chercher des escrits	0	10
aux jours d'assemblée pour changer les gardes, despens	0	13
despens de la visite des cheminées	0	16
aux festes de Paque en vin	0	40
despens de la visite des clairons, en vin	0	40
pour ledit jour, en pain	0	14
une messe aux festes de Pentecoste	0	20
Item en vin	2	35
le déjeuné en ville en nommant le Grand Capitaine	0	18
le jour des assises en vin et pain	0	41
sommaire : écus	20	38

(verso)

le jour de manœuvre d ...

en vin ...

Item un fichelin pour pain et ... fromage ...

Sportules de 3 visites aux jurés pour l'an 1743

luy revient pour salaire de sa recouvre

pour annoter le present comte en ville, un pot de vin ...

pour les messes de Noell des deux annees compris les despens de table

	3	10
sommaire : écus	35	36
plus payé pour loix de present comte au curial Barberin	1	2...
pour vin et fromage du present comte	3	3...
	40	4

5. Rapport du curé Jean-Thomas Sierro sur l'état de sa paroisse (1796)

AES, tir. 144/n° 19 (extraits).

[...] De ecclesia.

Ecclesiam propriam seu curae meae annexam habeo nullam nisi forte ecclesiam sub invocatione Sancti Petri Seduni, ad quam tanquam curatus forensis singulis annis, die patroni, ad cantandum officium accedo, cujus tamen manutentio paenes quem sit vix non ignoro; de missis fundatis notionem habeo nullam, valde dubito an missae fundatae (si adsint) ibidem applicentur: interim ab immemoriali tempore etiam curae extra muros cathedralis servit ecclesia.

[...]

Sacella seu capellae in diversis locis extra urbem sunt plures, quarum nulla mihi incumbit inspectio, nisi sacelli Salesii, quod tam ob frequentiam hominum, maxime hiemali tempore ibidem convenientium, quam ob intemperiem aeris aliasque incongruentias ampliorem habere summopere cuperem. Habet missas fundatas, uno anno 22, altero 21, comprehensa missa diei sancti Anthonii, pro qua die est ejusdem diei oblatio seu offertorium; pro reliquis semper diebus dominicis aut festivis celebrandis penduntur curato bz 12 et sacelli procuratori pro aequo. Singulis duobus annis computus redditur coram parcho die sancti Francisci Salesii. Cathalogum missarum fundatarum nullum inveni nec nisi solerti omnium computuum revisione in eorum notitiam pervenire valui; confeci sub finem libri computus ubi annotavi ante aliquot annos non fundantium nomina sed dies quibus ordinarie celebrari solent. De reliquo sacellum est pauper et simplicitas elucet ubique.

[...]

De Parochia.

1° Ea focos continet 130; communicantium et animarum numerum, cum in dies varietur, non omnino stricte determinare valeo. 2° Occupatio hujus populi, si molitores excipiam, est agricultura. 3° De sacramentorum frequentatione non est querendum; satis generaliter frequentantur et devote suscipiuntur. 4° Hic contra proprium ovile deponere durum fateor, erit pastori (saltem mihi) qui de ovibus meis in genere (quicquid hucusque contra dictum fuerit) possum asserere quod meam vocem audiant et etiam meipsum benevolo affectu (certe ultra mea merita) prosequantur, hoc unum maxime deplorandum quod incolae ex la Mura et Montis Hordei vix unquam infantes ad publicas instructiones et catecheses, etsi saepius admoniti fuerint, mittant, imo videntur omnino ignorare instructionum et dies et horas, quia vix ullus parentum ad officia parochialia concionesque comparet. 5° Nullos libros prohibitos extra urbem deprehendi, nisi quondam in manibus cujusdam calvinistae nondum conversi, qui modo conversus vere est exemplar virtutum. 6° Concubinarios suspectosque de haeresi omnino ignoro. 7° Haereticum in districtu meae curae unicum scio, qui vivit sine scandalo.

[...]

Scolae nullae sunt.

Obstetrices ordinarie ex urbe evocantur, extra urbem nullae sunt juratae, ast sunt probatae vitae, et quamprimum periculum emergit juratae ex urbe appellantur.

6. Projet d'agrandissement de la chapelle de Salins, 29 juin 1797

Ac Salins, P 32.

Aujourd'huy vingt-neuf juin mil sept cent quatre vingt dix sept après la messe ditte et célébrée en la chapelle de Salins, en la maison communale dudit lieu où se sont trouvés les jurés et communiers dudit Salens convoqués par Jean Wougner lieutenant moderne pour délibérer sur l'exécution des ordonnances de Nos Seigneurs les Evêques de Sion sur l'agrandissement de la chapelle devenue beaucoup trop petite relativement à la population actuelle de ladite commune dont la moitié a peine peut entrer dans la chapelle pendant la celebration de la Ste Messe. La matiere mise en délibération, tous les susdits lieutenant jurés et communiers ont été d'avis avant de deliberer sur cette affaire d'aller visiter le terrain, de prendre les mesures d'un agrandissement convenable relativement a la position de ladite chapelle et à l'étendue du terrein propre a cet agrandissement qui appartient a la communauté.

Après que lesdits lieutenant, jurés et communiers ont eû pris les alignements de la chapelle actuelle, après avoir mesuré deux toises et demy en avant de ladite chapelle et du coté de l'entrée actuelle, ils ont reconnu qu'il etoit facile d'allonger ladite chapelle de ce côté la de deux toises franches non compris le mur du peignon dans lequel sera la porte ce qui est conforme a l'ordonnance rendue par feu Monseigneur de Zenroufnin dernier Evêque de Sion predecesseur de Mgr Blatter Evêque actuel. Laquelle étendue sera suffisante pour contenir les communiers et autres habitants et terriers de Salens pendant les offices divins

En consequence les dits lieutenant, jurés et communiers presents ont été unanimement d'avis et ont arrêté entre eux ce qui suit :

1° On fera venir un ouvrier capable d'exécuter le susdit agrandissement et on fera marché avec luy pour tout l'ouvrage necessaire en luy remettant sur place tous les materiaux, pierre, chaux, sable, plâtre, bois, clous, ferrements et autres choses necessaires, lequel marché sera présenté a la Commune assemblée pour être approuvé ou improuvé avant le commencement de l'ouvrage.

2° On a prié Jean Wougner lieutenant moderne et Pierre Dusseix ancien lieutenant d'aller auprès de Nos Seigneurs de la Ville de Sion les supplier de vouloir bien aider ladite communauté de Salens en leur accordant les bois necessaires, de la chaux et du plâtre que les communiers iront prendre avec leur agrement dans les bois et aux fournaies de Nos Seigneurs aux moindres dommages et de la maniere que nos Seigneurs de la Ville de Sion voudront bien leur indiquer.

3° Il a été délibéré et arrêté que tous les communiers habitans et terriers de la commune de Salens seront appelés pour fournir tous et chacqu'un toutes les journees necessaires pour conduire sur place et a l'endroit le plus commode, tous les materiaux qui seront necessaires pour cet agrandissement.

4° Il a été délibéré et arrêté que tous les susdits materiaux seront conduits et approchés de ladite chappelle dans les premiers beaux jours de l'automne prochaine a la fin des travaux de la campagne.

5° Il a été délibéré et arrêté que l'on prendra toutes les précautions possibles pour que l'ouvrage soit commencé de suite, même fini avant l'hiver si la chose est possible, mais au moins et au plus tard dans un an datte des présentes.

6° On ne dérangera pas l'autel actuel, la chaire à prêcher, ny les bancs placés dans ladite chapelle. On ne dérangera pas le petit clocher qui restant où il est actuellement placé se trouvera à peu près au milieu de la chapelle. On placera la

grille actuelle de fer dans le nouveau peignon qui sera construit en avant de ladite chapelle, et pour que la chapelle ne soit pas trop froide pendant l'hiver, il sera fait et placé en avant de ladite grille de fer et en dehors, deux portes brisées unies par des bandes de fer et attachées à la muraille par des gonds de fer, de manière que les dites portes pourront être ouvertes ou à moitié ou en totalité à volonté dans les beaux jours, et rester fermées pendant les mauvais temps. Ces portes seront solidement faites et à doubles joints de bon bois bien choisi. Le bénitier sera transporté et placé à côté de la nouvelle porte comme il l'est à côté de la porte actuelle.

7° La partie de la chapelle qui sera construite pour l'agrandissement délibéré, sera voûtée comme l'est la chapelle actuelle.

8° Il a été arrêté qu'une copie de la présente délibération sera portée à Monsieur Siero notre curé actuel en le priant de vouloir bien en donner connaissance à Monseigneur notre Evêque et obtenir de Sa Grandeur l'approbation de notre bonne volonté.

7. Liste des ayant-droit au partage des biens communaux en 1798

Ac Salins, P 34 (extrait).

[...]

Liste et dénombrement de tous les louables communiens de Salens, paroisse de Sion, fait ce jourd'huy 12 mars 1798.

De la ville de Sion

Monsieur Maurice de Torrente, ancien chatelain de nuit et son fils, deux cy	2
Mr Philippe de Torrente syndic et Mr son frere, chancelier de Mgr l'évêque, deux cy	2
Mr Antoine de Kalbermatten et son fils, deux cy	2
Mr Gregoire de Kalbermatten lieutenant, un cy	1
Les deux enfants mineurs de feu Mr Alphonse de Kalbermatten, deux	2

A Thurin

Gregoire Beckler et ses deux fils, trois cy	3
---	---

En Arvilard

Gaspard Plaisant, un cy	1
Etienne Mestre, un cy	1

En Pradonda

Jean Wougner et son fils, deux	2
Antoine Wougner, un cy	1
Claude Wougner, un cy	1
Joseph Wougner et ses trois fils, quatre, cy	4
Sebastien Wougner, un, cy	1
Antoine Moulin, un, cy	1

En Mézerié

Joseph Trouillet et ses trois fils, quatre, cy	4
Jean Trouillet et ses quatre fils, cinq, cy	5
Pierre Plaisant et son fils, deux, cy	2
Jean Fille et son fils, deux, cy	2

En Maragnié

Joseph Praslon et ses deux fils, trois, cy	3
--	---

A Laverne

Sebastien Quarros, un, cy	1
François Sierro, un, cy	1

A Salens

Messieurs Merle de la Brugiere frères, deux, cy	2
Antoine Stalder, un, cy	1
Vincent Stalder et ses deux fils, trois, cy	3
Pierre Dusseix et ses trois fils, quatre, cy	4
Joseph Quarros et ses deux fils, trois, cy	3
Adrien Plaisant, un, cy	1
Antoine Praslong et ses quatre fils, cy cinq, cy	5
Antoine Cotter, un, cy	1
Jean-Pierre Marietou, un, cy	1
Jean Métrailler et son fils, deux, cy	2
Sebastien Stalder, un, cy	1
Jean Métrailler et trois fils, quatre, cy	4

total 70